

Intoxications alimentaires dans les cantines scolaires

UN MAL QUI PERDURE

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7518 - DIMANCHE 19 FÉVRIER 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

36e SOMMET DE L'UA

La délégation israélienne expulsée

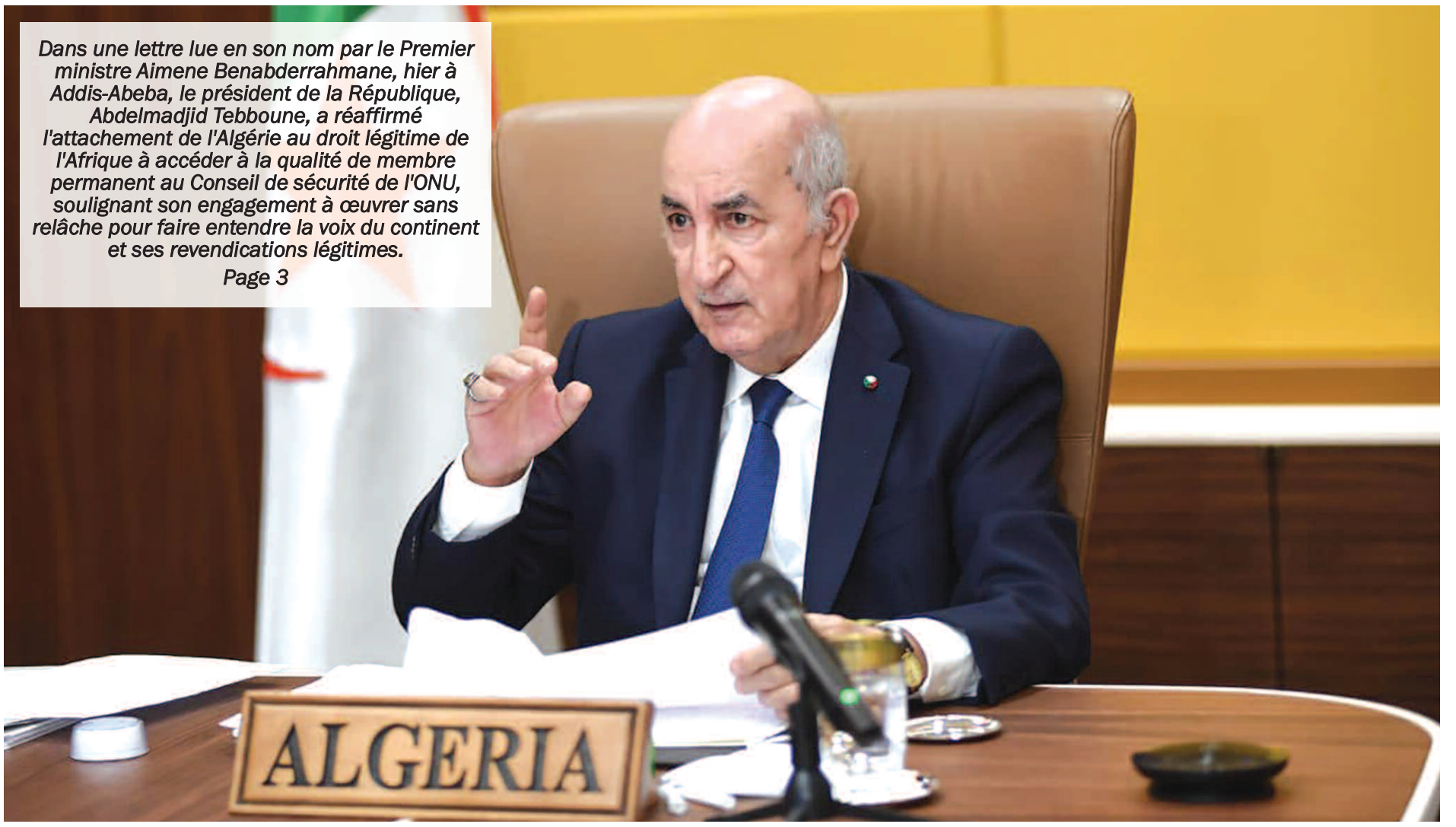
Page 3

CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'ALGERIE POUR UN SIEGE AFRICAIN PERMANENT

Dans une lettre lue en son nom par le Premier ministre Aimene Benabderrahmane, hier à Addis-Abeba, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'attachement de l'Algérie au droit légitime de l'Afrique à accéder à la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant son engagement à œuvrer sans relâche pour faire entendre la voix du continent et ses revendications légitimes.

Page 3



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET FINTECH

L'Algérie doit disposer de son propre modèle

Page 2

EXAMEN D'ÉVALUATION DE LA CINQUIÈME ANNÉE

Le SATEF appelle à son annulation

Page 2

AL-AKHDAR DE LIBYE-USM ALGER

LES USMISTES VEULENT GARDER LE FAUTEUIL

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

EXAMEN D'ÉVALUATION DE LA 5e ANNÉE PRIMAIRE

Le SATEF exige son annulation

L'examen d'évaluation des acquis des élèves de 5e année, mis en place en remplacement de celi de fin de cycle primaire, continue de susciter l'inquiétude auprès de la famille éducative. Après les parents d'élèves qui ont relevé des contradictions, c'est au tour du SATEF d'exiger carrément son annulation.



Depuis que le ministère de l'éducation nationale avait annoncé les modalités et procédures réglementaires de cet examen, plusieurs syndicats et organisations de parents d'élèves sont montés au créneau pour réclamer de le revoir ou carrément l'annuler. En effet, ce test qui vise en principe à diagnostiquer les lacunes chez les élèves en vue d'y remédier, revêt d'un caractère obligatoire, sachant que l'absence de chaque écolier implique son exclusion, peu importe sa moyenne annuelle d'évaluation continue. C'est l'une des caractéristiques qui ont suscité la colère du partenaire sociale.

Cet examen, selon le secrétaire général du syndicat autonome des travailleurs de l'éducation der de la formation (SATEF), M. Boualem Amoura, se déroulera sur une vingtaine de jours, sera une source de pression et de stress pour les élèves et leurs parents. II reproche aux responsables du secteur de remplacer l'ancien examen par un autre qui «impactera négativement» les élèves sur le plan psychologique.

Contacté par *le Jeune Indépendant*, le syndicaliste a qualifié cette évaluation d' «anti-pédagogique et irréfléchie», s'interrogeant sur l'objectif pédagogique de cette évaluation, alors que, dit-t-il, les élèves sont soumis à chaque fin de trimestre à une composition. «Le comble est que cette évaluation ne comptera pas pour le passage au collège mais elle est obligatoire !», s'est-t-il étonné. M. Amoura regrette le fait que les responsables du secteur aient recours au «bricolage», au lieu d'aller vers une refonte radicale du système éducatif algérien. «C'est le niveau de l'école algérienne qui prend, encore, un coup dur», s'est-t-il indigné.

Pour M. Amoura cet examen doit être «annulé», car il constitue une barrière et un obstacle, car l'élève sera privé de son droit de passer au cycle moyen s'il ne se présente pas à l'une des épreuves alors que les résultats ne seront pas comptabilisés dans les moyennes de passage au cycle moyen. «La moyenne de passage est calculée uniquement sur la base de la moyenne annuelle de l'évaluation continue et les moyennes des compositions des trois trimestres.

L'organisation nationale des parents d'élèves (ONPE) a interpellé, pour sa part, le président de la République, Abdelmadjid Tebounne, pour intervenir dans «l'intérêt des élèves», en rappelant que l'ancien examen de fin de cycle primaire a été annulé pour son «inutilité pédagogique» et aussi en raison de la pression que subissent les candidats. Nonobstant, il a été remplacé par un autre qui soumet les élèves à un examen de plus de 20 jours, regrette l'Onpe.

L'ONPE relève des contradictions et remet en cause les modalités adoptées par le ministère de l'Education relative à cet examen. Elle a dénoncé, également, l'absence de concertation avec les professionnels du secteur, les enseignants et les parents d'élèves sur des questions à caractère pédagogique. Ils ont également contesté le traitement «superficiel» des questions de fond, telle l'évaluation continue.

Il convient de rappeler, que le ministère de l'Education nationale a décidé de supprimer définitivement l'examen de 5è, après une étude approfondie, qui a démontré l'inutilité pédagogique de cet examen au vu de la pression psychologique que subissent les élèves durant les épreuves de fin d'année.

Le ministre Belabed a estimé qu'il s'agissait d'un «examen sans intérêt qui infligeait beaucoup de stress aux écoliers», ajoutant qu'il ne reflétait guère le niveau de connaissance des élèves. L'objectif d'instaurer l'examen d'évaluation des acquis, avait expliqué le ministre, étant de cibler les compétences et les lacunes des élèves dans chaque matière durant leur parcours au cycle primaire.

Le ministre avait insisté, dans une instruction, sur l'obligation pour chaque élève de 5e année primaire, de passer l'examen d'évaluation des acquis du cycle primaire, soulignant que la non-participation de l'élève à cet examen le privera du passage au collège, quelle que soit sa moyenne annuelle dans l'évaluation continue.

Cependant, le passage en première année moyenne est calculé uniquement sur la base de la moyenne annuelle de l'évaluation continue, les résultats de l'examen d'évaluation des acquis ne seront pas comptabilisés dans l'admission de l'élève au moyen.

La période des évaluations a été fixée entre le 30 avril et le 5 mai prochains.

Les élèves seront évalués dans les huit matières enseignées en 5è année primaire, à raison de 45 minutes par matière. Le dessin, la musique et l'éducation sportive ne sont pas intégrés dans ce processus d'évaluation.

Lynda Louifi

ENREGISTREMENT DES MÉDICAMENTS

Levée des restrictions sur 580 dossiers

LE MINISTRE de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun a annoncé la levée des restrictions sur 580 dossiers liés à l'enregistrement des médicaments au niveau de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), faisant état du lancement des travaux de réalisation de 67 nouveaux projets pour la production des médicaments à l'échelle nationale. Dans une entrevue accordée à la Télévision algérienne, diffusée vendredi, M. Aoun a fait part de la levée des restrictions, au cours des derniers mois, sur environ 580 dossiers liés à l'enregistrement des médicaments au niveau de l'ANPP, «ce qui contribuera efficacement à la relance du secteur». Et d'ajouter que le ministère tend, à travers une série de mesures, à réduire la facture d'importation des médicaments, notamment ceux destinés aux maladies chroniques, et à assurer leur disponibilité sur le marché local «avec une bonne qualité et à des prix abordables». «L'approvisionnement du marché national en médicaments fabriqués localement, particulièrement les produits destinés au traitement du diabète et du cancer, est nécessaire plus que jamais, compte tenu de la disponibilité des moyens pour ce faire», a estimé M. Aoun, d'autant plus que «ces deux types de médicaments constituent environ 30% de la facture d'importation des produits pharmaceutiques en Algérie, soit environ 400 millions d'euros pour l'insuline et près de 600 millions d'euros pour les médicaments destinés aux patients atteints de cancer». A ce propos, le ministre considère que le lancement de projets liés à la production de l'insuline au niveau local permettrait de réduire de moitié la facture des importations, insistant, dans ce sens, sur la nécessité de respecter les délais et la qualité. «Notre objectif en 2023, est de couvrir 50 % du marché de l'insuline en production locale, notamment après le lancement de laboratoires de production de ce type médicaments», a soutenu le ministre, expliquant que les projets de production d'insuline lancés jusque-là permettront de réduire la facture d'importation de l'insuline d'environ 200 millions d'euros. Dans un autre contexte, le ministre a relevé «la disponibilité d'un tissu industriel estimé à quelque 200 usines, certaines étant déjà opérationnelles et d'autres devant entrer prochainement en service, outre le lancement des travaux de réalisation de 67 nouveaux projets».

M. B.

36e SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

L'Algérie œuvrera pour un siège africain permanent au Conseil de sécurité

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier à Addis-Abeba, l'attachement de l'Algérie au droit légitime de l'Afrique à accéder à la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant son engagement à œuvrer sans relâche pour faire entendre la voix du continent et ses revendications légitimes.



Dans une allocution lors des travaux de la réunion ministérielle du Comité des dix de l'Union africaine (UA) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies tenue à l'occasion du 36e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, lue en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le chef de l'Etat a salué «l'esprit de coopération continue et la coordination fructueuse établie entre les représentants des pays africains frères dans les fora internationaux et régionaux pour faire entendre la voix de la position africaine unifiée».

Cette démarche, précise le Président de la République, a pour objectif d'insister sur la nécessité de permettre au continent d'obtenir deux sièges permanents au sein de l'instance onusienne et d'accroître son quota de représentativité au niveau des sièges non permanents, de trois à cinq sièges, conformément à la teneur du «Consensus d'Ezulwini» et de «la Déclaration de Syrte».

Pour l'Algérie, la question de la réforme du Conseil de sécurité est impérative pour parvenir à un ordre mondial plus représentatif, plus juste et plus équilibré, notamment en cette conjoncture délicate marquée par une succession de crises et leurs retombées porteuses de prémices de nouveaux changements dans les rapports de forces sur la scène internationale.

«Notre continent fait face à des menaces multiformes et multidimensionnelles qui entament la paix et la sécurité tels que le phénomène du terrorisme, les guerres, les changements climatiques, les crises alimentaires, énergétiques et sanitaires accentuées par la pandémie du Covid-19 et le conflit russo-ukrainien», a poursuivi le Président Tebboune dans son allocution.

Dans ce sillage, le Président de la République a réaffirmé à ses homologues du Comité l'engagement de l'Algérie en faveur du droit légitime de l'Afrique pour accéder au Conseil de sécurité tel que stipulé dans la Déclaration de Syrte et du Consensus d'Ezulwini. «Nous allons continuer à œuvrer sans relâche pour faire entendre la voix de l'Afrique et ses revendications légitimes et réparer l'injustice historique faite à notre continent», a-t-il rassuré.

Il a, dans ce sens, réitéré «l'engagement de l'Algérie à œuvrer de concert avec les pays membres du Comité à l'effet de maintenir cet élan de soutien international, important et de plus en plus croissant en faveur de la position africaine», et ce dans l'objectif de «réaliser un progrès dans les pourparlers concernant la réforme du Conseil de sécurité».

L'obtention par le continent africain de la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité «est étroitement liée à la réussite des négociations intergouvernementales dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU en tant que cadre unique et idoine pour débattre de la question de la réforme du Conseil de sécurité», a-t-il fait observer.

Le président de la République a appelé à «intensifier et à mobiliser» les efforts nécessaires pour que les prochaines négociations reposent sur le document-cadre d'action de 2015 en tant que document de référence reflétant les positions et les propositions de près de 120 Etats membres de l'ONU, y compris la position africaine unifiée, tout en œuvrant à «faire face aux différentes tentatives visant à mettre à mal ou à empêcher le processus de réforme, voire même affaiblir les positions et diviser les partisans».

«Nous souhaitons que le groupe africain prenne part de manière constructive et efficace aux côtés de tous les pays membres et les groupes d'intérêt dans les prochaines négociations intergouvernementales et collabore avec les pays membres permanents au Conseil de sécurité en vue de mobiliser le soutien et l'appui à la position africaine unifiée et d'assurer un grand rapprochement sur la réforme du Conseil de sécurité et de consolider son rôle dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales de façon à ce qu'il soit davantage représentatif, neutre, transparent et crédible», a soutenu le président Tebboune.

«Nous devons poursuivre l'unification de notre rang et de notre parole sur la scène internationale et nous engager au respect des décisions de l'UA pertinentes en restant fidèle au groupe africain et en appuyant l'adhésion aux autres groupes d'intérêt pour parler d'une seule voix africaine jusqu'à satisfaction des exigences de la position africaine unifiée».

En conclusion, le président Tebboune a rappelé que l'Algérie représentera à partir de l'année prochaine le continent au sein du Conseil de sécurité, soulignant qu'»elle œuvrera à faire entendre sa voix et ses exigences en coordination avec les frères africains conformément au +processus d'Oran» et à l'occasion de la tenue de la 12e réunion ministérielle du comité des dix de l'UA concerné par la réforme du Conseil de sécurité onusien, prévue en Algérie en janvier 2024.

Le président de la République a exprimé la totale disposition de l'Algérie à contribuer aux discussions fructueuses prévues pour sortir avec des recommandations devant nous permettre de cristalliser notre position africaine unifiée pour mener le processus de négociation en cours à l'ONU.

M. M.

36è SOMMET DE L'UA

La délégation israélienne expulsée

NOUVELLE humiliation pour Israël dans ses tentatives d'infiltrer les institutions africaines et nouveau succès pour l'Algérie et ses alliés africains qui bloquent toutes les tentatives visant la division au sein de l'Union africaine à cause de la présence israélienne. Sa délégation sioniste a été exclue hier des travaux du 36e sommet de l'Union africaine qui se tient à Addis-Abeba. Cette fois encore, les Israéliens accusent l'Algérie et l'Afrique du Sud.

L'Algérie a initié l'action qui a permis l'exclusion de la délégation israélienne. L'invitation adressée à l'ambassadeur israélien par l'UA qui a été annulée, mais ce dernier, accompagné d'une délégation, a tenté d'accéder en force, ce qu'il n'a pas réussi à faire, selon les mêmes sources.

Cette expulsion survient suite aux actions entreprises par l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigeria de retirer le statut d'observateur attribué en violation de la charte de l'Union Africaine par le président de la commission de l'Union Africain, Moussa Faki, à Israël. Acculé, Faki a accepté de soumettre la question au sommet des chefs d'État en février 2022. Le sommet a décidé de suspendre l'admission d'Israël et de mettre en place un comité de sept chefs d'État pour émettre des recommandations concernant cette question. Parmi les membres de ce comité, figurent les président algérien Abdelmadjid Tebboune et sud-africain Cyril Ramaphosa.

De son côté, le Premier ministre palestinien, Mohamed Shtayyeh a remercié à Addis-Abeba, l'Algérie pour ses efforts en faveur de l'unification des rangs palestiniens, dénonçant la course de certaines parties arabes à la normalisation avec l'occupant sioniste.

Ce sommet africain intervient à la veille du vote par le Conseil de sécurité d'une proposition soumise par le Groupe arabe auprès de l'ONU appelant l'entité sioniste à éviter toute mesure unilatérale et à respecter les accords signés, a-t-il rappelé, soulignant qu"'il est temps que l'entité sioniste rende des comptes pour les crimes perpétrés quotidiennement contre le peuple palestinien".

S. O. B

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET FIN TECH

L'ALGÉRIE DOIT DISPOSER DE SON PROPRE MODÈLE

L'Algérie doit relever un nouveau défi, celui d'inventer son modèle de transformation numérique et de Fin Tech. Un modèle singulier, propre à l'Algérie. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, lors de son intervention, hier à l'ouverture de la première édition du Sommet «Algeria fintech et e-commerce» à Alger, soulignant dans la foulée les avantages dont dispose l'Algérie.



«Nous sommes devant un nouveau défi, celui d'inventer un modèle de la transformation numérique et un modèle de Fin Tech», a-t-il affirmé, affirmant qu'un modèle qui a réussi ailleurs ne va pas l'être automatiquement en Algérie. «Ce raccourci n'existe pas. Il faudrait que les Algériens inventent leur propres modèle», a-t-il insisté, signalant l'évolution de l'écosystème qui est désormais mieux préparé.

Les atouts et avantages ne manquent pas selon le ministre de la numérisation et des statistiques, lequel a mis en avant la jeunesse algérienne de plus en plus connectée, ainsi que les différentes infrastructures réalisées, la performance du réseau internet pour réussir cette transformation numérique.

Le cadre juridique et législatif constitue également un élément de réussite, selon M Cherhabil, citant la loi sur la monnaie et le crédit en préparation qui ouvre les perspectives pour la digitalisation et la numérisation de toutes les transactions numériques, la promotion et la création d'un ministère de start-up, qui fait de l'Algérie un modèle. Ces dernières sont considérées comme un facteur incontournable de la transformation numérique selon les précisions du ministre qui présage une loi sur le numérique. Soulignant l'importance de ce Sommet qui réunit tous les acteurs et experts du e-commerce et de la Fin Tech, le ministre lance un défi, sans fixer une date précise, celui de se projeter sur une expérience pilote en faisant l'expérience d'une journée sans monnaie fiduciaire.

De son côté, le ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Karim Bibi Triki a exposé la stratégie du gouvernement pour développer le e-commerce dans son volet de e-paiement qui repose sur trois axes. Il s'agit de la mobilisation des moyens et de l'infrastructure nécessaire qui est un indicateur de base pour développer le e-paiement. Il dans ce sens cité la couverture internet fixe et le nombre important (43 millions) d'abonnés à la 3 et 4 G, ce qui fait que plus de 70% de la population utilise internet. Il s'agit également de la promotion des moyens de paiement électroniques. C'est dans cette optique que M Karim Bibi Triki a fait part de de l'enregistrement de 12 millions de cartes CIB, dont 10,4 millions de cartes EDAHABIA.

«En 2022, nous avons fabriqué six millions de cartes dont deux millions sont de nouvelles demandes», a-t-il précisé, signalant la volonté de porter le nombre des cartes EDHAHABIA à 14,5 millions durant ces deux prochaines années.

Les opérations de paiement électronique ont ainsi augmenté pour passer de 200 000 en 2019 à 9 millions en 2022.

La réglementation est aussi un autre axe sur lequel devrait s'appuyer le e-commerce dans son volet de e-paiement, selon le ministre de la Poste qui affirme que la loi est là pour tracer les garde-fous à même de protéger les consommateurs et les opérateurs et non pas pour autoriser et interdire.

«La réglementation est là pour renforcer la confiance des toutes les parties prenantes qui est nécessaire pour réussir le pari du e-paiement», a précisé le ministre, soulignant l'importance d'une éducation financière et numérique du consommateur pour mieux se protéger et se connecter dans des plateformes sécurisées. Bien que le e-paiement soit considéré comme étant un accélérateur du e-commerce, il n'est pas pour autant très utilisé dans les transactions, sachant que 99% des consommateurs préfèrent le cash on delivery (paiement à la livraison).

C'est la raison pour laquelle, le ministre de la Poste a appelé les opérateurs du e-commerce de prendre des initiatives afin d'encourager les consommateurs à adopter ce mode de paiement, signalant le coût élevé de l'impression des billets de banques, leur transport et leur stockage.

Un état des lieux du e-Commerce et du e-paiement a été fait lors du premier Panel de ce Sommet qui s'étale sur deux jours. Sofiane Meghlaoui, directeur marketing JUMIA Algérie qui a préféré mettre en avant les choses qui avancent dans le e-commerce a néanmoins évoqué certaines contraintes qui ne sont pas spécifiques à l'Algérie. Le principal frein du développement du e-commerce c'est la confiance.

«Les gens ont certes le confort, mais s'interrogent sur la qualité du produits, sur d'éventuels mécontentements à livraison», a-t-il précisé soulignant les efforts déployés pour lutter contre cet obstacle. Il s'agit de la mise en place de certaines pratiques, entre autres, proposer des retours de marchandises gratuit aux clients, pas uniquement parce qu'il est défectueux, de garantir le remboursement, selon l'intervenant qui a souligné l'importance des avis des autres clients. Des difficultés d'approvisionnement en raison de la crise sanitaire ont également ralenti l'activité.

D'autres panels sont également au programme de ce Sommet organisé par Guiddini en partenariat avec GAAN et le GIE Monétique, sous le parrainage de trois départements ministériels. Ils traiteront, entre autres, l'impact de la Fin Tech sur l'inclusion financière en Algérie.

Lilia Aït Akli

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Le renseignement économique au service des entreprises

LE MINISTRE de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a insisté, hier à Alger, sur l'impératif pour les entreprises économiques de compter sur le renseignement économique, comme outil important pour la prise de décision, «afin de relever les défis de l'époque actuelle marquée par une rude concurrence», indiquant que les cellules de veille stratégique seront progressivement généralisées au sein des établissements et instances sous tutelle.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux de la Conférence internationale sur l'intelligence économique, M. Zaghdar a souligné «l'impératif pour les entreprises économiques d'emprunter toutes les voies possibles permettant de prendre les mesures nécessaires en vue de relever les défis de l'époque actuelle marquée par une rude concurrence, d'où l'intérêt de compter sur le renseignement économique basée sur la veille stratégique efficace, la préservation de l'information et la capacité d'influence dans la prise de décision».

Et d'ajouter que «les autorités publiques ont pris conscience, ces dernières années, de la difficulté d'accéder à des informations importantes et exactes, en particulier celles considérées comme un facteur important pour renforcer la présence et la durabilité des entreprises économiques».

Dans cet esprit, «l'application du système d'intelligence économique exige des entreprises d'avoir des systèmes de veille dotés d'un système d'information efficace qui permette d'identifier les opportunités et de cibler les menaces pour prendre les décisions appropriées en temps opportun».

De surcroît, le département de l'Industrie a élaboré trois publications référentielles pour promouvoir l'application du système d'intelligence économique au niveau des entreprises et de tous les organismes et secteurs concernés, a rappelé le ministre, citant le Livre Blanc de l'intelligence économique, lequel définit la prochaine stratégie quinquennale du secteur, le Guide de la mise en place de l'intelligence économique qui permet d'accompagner les entreprises et les organisations dans l'établissement de leurs propres structures, et le Guide de formation en intelligence économique, permettant aux personnels d'acquérir les compétences et qualifications requises dans les divers créneaux de ce segment d'activité.

Evoquant la stratégie adoptée par l'Algérie pour diversifier son économie, laquelle vise à augmenter la contribution de l'industrie, hors hydrocarbures, au Produit intérieur brut (PIB), notamment à travers la réhabilitation des entreprises, M. Zaghdar a assuré que «la mise en œuvre de cette stratégie passe par la réalisation d'un haut niveau de compétences et d'aptitudes, afin de maîtriser le mode d'accès à une information économique exacte et correcte, ainsi qu'à la manière de la traiter pour l'utiliser à bon escient, d'où la nécessité d»'associer l'ensemble des acteurs pour relever ces défis».

Dans le cadre de l'application de l'intelligence économique, le secteur de l'Industrie a mis en place des groupes de travail composés de cadres centraux et d'autres relevant de certains groupes industriels publics dans l'objectif de procéder à la création de cellules de veille stratégique au niveau des groupes dont le groupe agroalimentaire «Agrodiv» et le groupe industriel public des ciments d'Algérie «GICA».

Le processus de création de ces deux cellules est à un stade avancé, a-t-il assuré, soulignant que cette expérience sera généralisée, dans une première phase, à l'ensemble des groupes avant de toucher qu'elle ne touchera toutes les entreprises et les instances.

Pour renforcer les capacités professionnelles de la ressource humaine en la matière, plus de 200 cadres relevant de groupes industriels, d'organismes sous tutelle et de l'administration centrale ont été formés, a rappelé M. Zaghdar. Concernant la conférence à laquelle ont pris part près de 350 participants entre experts économiques, chefs d'entreprises et académiciens, le ministre de l'Industrie a souligné qu'elle était «une opportunité pour l'ensemble des acteurs économiques de débattre des meilleures méthodes et bonnes pratiques à adopter en matière d'intelligence économique en vue de les mettre au service des décideurs au niveau des entreprises économiques et administrations publiques».

Cette rencontre de deux jours s'inscrit dans le cadre de l'enrichissement du plan d'action du développement de la stratégie industrielle du secteur visant à accélérer la dynamique de contribution du secteur industriel au PIB.

H. B.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

UN MAL QUI PERDURE

Les établissements scolaires des trois paliers n'ont pas échappé au phénomène des intoxications alimentaires. Le nombre de victimes augmente d'une année à l'autre et l'absence du respect des règles d'hygiène en est souvent à l'origine. Les dangers des intoxications alimentaires ne sont plus à démontrer, que ce soit en milieu scolaire ou ailleurs.



Selon des spécialistes, les intoxications alimentaires sont liées au non-respect des règles d'hygiène et à la mauvaise conservation des produits alimentaires, notamment périssables. L'Algérie en enregistre chaque année 10 000 cas.

La semaine dernière, près de 150 cas d'intoxication alimentaire ont été enregistrés au niveau de l'établissement primaire Zammit Malek, commune de Tamalous, dans la wilaya de Skikda. Cet incident a eu lieu après que les élèves ont pris leur déjeuner à la cantine de l'école, où chaque élève a eu droit à un repas composé de haricots blancs et d'un pot de yaourt.

Après avoir reçu les soins nécessaires, la plupart des écoliers ont quitté l'hôpital sauf trois qui sont restés sous surveillance médicale. En plus de la menace sur la santé des élèves, cet incident a perturbé le déroulement des cours.

Contacté par le Jeune Indépendant, Boualem Amoura, secrétaire général du syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF) a précisé que l'intoxication alimentaire est un phénomène nationale qui se produit chaque jours, dans toutes les wilayas du pays, mettant en avant les causes majeures de ce fléau à savoir l'absence d' hygiène, le manque de contrôle et la mauvaise qualité des produits alimentaires choisis. Il a d'abord évoqué le personnel des cantines, qui, selon lui, «n'est pas qualifié». Il a, à ce propos, indiqué qu'en plus du non- respect de l'hygiène, les cuisiniers ne sont pas professionnels. «Ce sont de simples ouvriers. Ils ne portent même pas de blouse, parce que les APC (Assemblée populaire communale ndlr) ne leur octroient pas de tabliers», a-t-il fait savoir.

Dans le même sillage, Amoura a précisé que «les cuisiniers qui préparent les repas de nos enfants doivent impérativement passer un examen médical chaque trois mois, chose qui n'a jamais été faite, alors que c'est exigé par la loi».

S'agissant du manque de moyens et de matériels, le syndicaliste a souligné que la majorité des cantines scolaires ne possèdent pas d'équipements adéquats, notamment les chambres froides, d'où le problème de la conservation des aliments. Il a fait savoir que les magasins où sont stockés les aliments, sont en général infestés de cafards et de rats.

Le SG du Satef qui a lui-même constaté que «les repas servis dans des cantines scolaires n'étaient ni consistants, «ni équilibrés mais en plus on sert à nos enfants des yaourts et des sardines en conserve périmés. C'est très grave», a-t-il clamé, indiquant qu' «il y a des élèves qui attendent l'ouverture des cantines scolaires pour manger, parce qu'ils n'ont pas les moyens de manger un repas adéquat chez eux». Il a, par ailleurs, souligné le manque de contrôle, considéré comme étant une forme d'»impunité», étant donné que la qualité des aliments échappe à toute forme de contrôle. Il s'est, dans ce sens, interrogé sur le rôle des inspecteurs de l'alimentation scolaires qui sont censés vérifier et contrôler les aliments servis dans les assiettes de nos enfants.

«Malheureusement ces derniers n'ont aucun pouvoir, car tout simplement eux et les directeurs des établissements scolaires ainsi que les cadres des académies mangent tous dans les cantines mais leurs repas sont minutieusement préparés et bien soignés. Qui contrôle qui ?», a-t-il regretté.

Amoura a expliqué que le Satef a toujours été contre le fait d'attribuer la gestion des cantines scolaires aux collectivités locales, appelant à «l'installation des commissions d'enquête sur ce dossier, d'abord par rapport aux fournisseurs, aux prix pratiqués». Selon le SG du Satef, l'Etat lui-même doit assurer le contrôle des cantines scolaires, à travers des visites inopinées dans les établissements scolaires. Les intoxications alimentaires dans les établissements scolaires sont un danger de santé publique.

Appel à la création d'un office nationale des œuvres sociales

Pour sa part, Mme. Fatiha Bacha , vice-présidente de l'association nationale des parents d'élèves a fait savoir que les cantines scolaires du palier primaire sont gérées par les APC, qui disposent de peu de moyens financiers et humains, ce qui va engendrer, selon elle, des problèmes d'ordre sanitaires et logistiques à savoir, les intoxications alimentaire, un maigre menu, une qualité douteuse des aliments. Elle a soulevé le problème du manque de formation du personnel chargé directement de la cantine. La même responsable a fait savoir que les intoxications qu'elle a pu constater et cela chaque année sont dues à l'incompétence des gestionnaires des cantines.

Elle a précisé qu' «en tant qu'association nationale des parents d'élèves, nous préconisons à ce que l'Etat algérien œuvre pour la création d'un office national des œuvres sociales qui regroupe la restauration et le transport, comme il existe dans l'enseignement supérieur.

Mme Bacha a tenu à rappeler qu'avant, l'association siégeait à la commission de la gestion scolaire des APC et veillait à l'application de la réglementation concernant la bonne gestion des cantines scolaires à savoir l'hygiène le personnel, le contrat d'achat et leurs qualités. «Depuis plus de trois ans, nous faisons plus partie de cette commission communale des cantines scolaires. C'est inadmissible», s'est-t-elle indignée.

Pour conclure, la représentante des parents d'élèves a noté qu' «il faut revoir ce décret pour que les parents d'élèves soient associés à la gestion et au contrôle des cantines scolaires».

Pour rappel, le Pr Abderrezak Bouamra, chef du service d'épidémiologie et de médecine préventive à l'EPH de Tipasa, avait déclaré au Jeune Indépendant que le phénomène des toxi-infections alimentaires est un problème de santé publique vu les complications engendrées par cette maladie, laquelle peut mener à la mort.

Selon lui, la prévention est capitale, d'où la nécessité d'adopter des gestes à même de protéger le consommateur, en respectant les mesures d'hygiène, notamment celles liées aux locaux, aux ustensiles mais aussi à l'hygiène corporelle de la personne qui prépare l'aliment. Il était également question de respecter la chaîne de froid et l'organisation de stockage des aliments. Il avait expliqué que lorsque qu'au moins deux personnes partagent le même repas, on peut parler de toxi-infection alimentaire.

Il avait, par ailleurs, mis en avant le mode de transmission directe de la maladie, à travers la toux, l'éternuement. Ainsi, la toxi-infection alimentaire se transmet par voie aérienne. La transmission indirecte se fait, pour sa part, à travers un moyen intermédiaire, notamment les mains ou l'eau potable. «C'est la raison pour laquelle on exige le lavage des mains et celui des ustensiles», avait-t-il souligné.

«On ne peut pas incriminer un aliment ou l'identifier comme étant l'aliment responsable d'une quelconque intoxication alimentaire avant de faire une investigation au niveau du service d'épidémiologie» avait –il conclu.

Samia Acher

L'URGENCE DE LA MAÎTRISE DE LA GESTION DES PROJETS

L'exemple des surcoûts exorbitants de l'autoroute Est–Ouest

Professeur des universités, expert international docteur d' Etat 1974 en management stratégique - officier d'administration de la route de l'Unité Africaine 1972/1973 , expert-comptable de l'Institut supérieur de gestion de Lille France, haut magistrat premier conseiller et directeur général des études économiques à la Cour des comptes 1980/1983 – Abderrahmane MEBTOUL

Le grand problème de l'Algérie est la maitrise des projets où selon les données officielles du premier ministère fin 2021, les assainissements des entreprises publiques ont couté au trésor public les trente dernières années 250 milliards de dollars (dinars plus devises) e tes différentes réévaluations durant les dix dernières années entre 60/70 milliards de dollars selon les fluctuations des cours avec un impact sur les couts, donc sur le processus inflationniste et les sorties de devises avec une croissance dérisoire par rapport aux dépenses .Pour l autoroute Est-Ouest , comment ne pas rappeler que l'Armée Nationale Populaire a pu réaliser , au moment où j'ai eu l'honneur d'être l'officier d'administration de la route de l'Unité Africaine axe Ghardaïa-Ain Salah via El -Goléa des réalisations aux normes internationales avec des couts compétitifs. Comment, dès lors, expliquer le cout de cet axe qui es passé d'un cout initial prévu de 7 milliards de dollars , à plus de15 milliards de dollars en 2015 selon la déclaration du premier ministre de l'époque et qui se terminerait avec toutes les annexes à environ 20 milliards de dollars renvoyant à la faiblesse du amangemnt stratégisue qui concerne bon nombre de secteurs ?

1.-Le Premier ministre, a présidé, le 15 février 2023, une réunion du Gouvernement où le ministre des travaux publics, de l'hydraulique et des infrastructures de base a présenté une communication portant sur la situation des projets autoroutiers, l état d'exécution ,les conditions d'achèvement et de mise en service des stations de péage de l'autoroute Est Ouest . En rappelant qu'après de vifs débats le gouvernement vers les années 2000, a opté pour le financement intégral par l'Etat pour l'auto- route Est-Ouest ayant écarté la formule du BOT où , après plusieurs années il a été constaté plusieurs dépassements, des comportements frauduleux et des pratiques malsaines, à l'avenir , les responsables doivent il faudra mentionner le coût final du projet de l'autoroute Est-Ouest en distinguant la partie devises et la partie dinars en référence aux normes internationales comparables, pour éviter toutes supputations nuisibles au pays, les responsables devant donner le coût exact de fin 2022 à fin 2023. Ayant eu à analyser ce dossier, je n'ai pas attendu ces constats récents où en 2008, (voir – A. Mebtoul www.google.com 2008-2010),où j'avais attiré l'attention des pouvoirs publics sur les coûts exorbitants. Concernant le péage selon différents ministres (source APS), devait se faire en 2015, puis en 2018, puis en 2020, puis en avril 2022, puis en juin 2023 et maintenant selon l'agence APS, les travaux vont être finalisés en début de 2024 Quant à la réalisation de 24 liaisons autoroutières permettant de relier les chefs-lieux de wilayas et les ports, totalisant environ 3.249 km,, des dispositions vont être prises pour la priorisation de chaque pénétrante de manière à les livrer le plus tôt possible, et de mettre à disposition les fonds nécessaires pour les finaliser et les livrer. Cependant, il faudra répondre à trois questions pour le péage : faut-il instaurer sur les 1 216 km de l'autoroute ou sur les tronçons les plus usités ; faut-il confier l'exploitation de l'AEO à une entreprise étrangère combinée avec des opérateurs algériens et à quel montant fixer le péage ? Certaines études penchent pour un tarif de 1,2 dinar (DA) du kilomètre qui financerait uniquement l'entretien courant et la sécurité de l'ouvrage. Mais ce tarif serait faible si l'on prend l'amortissement de l'autoroute , certains préconisent 2 DA le kilomètre.

2.-L'autoroute Est-Ouest n' a pas modifié le paysage routier national puisqu'elle a pour l'essentiel suivi le tracé des nationales 4 et 5, qui rallient Alger à Oran et Alger Constantine . En revanche, elle a bouleversé la vie économique des 19 wilayas directement traversées et des 24 desservies. Onze tunnels devaient être percés sur deux fois trois voies et 390 ouvrages d'art réalisés, dont 25 viaducs, pour joindre les frontières tunisiennes, à l'est, et marocaine, à l'ouest, et réaliser l'autoroute transmaghrébine Suite à de nombreuses observations, en sus des automobilistes, qui s'étonnait de voir un tel mégaprojet livré parcimonieusement et de surcroît dépourvu d'équipements annexes comme les aires de repos, les stations-service et les stations de péage , le programme d'équipement consistait en la réalisation de 42 stations-service, 76 aires de repos (motels, aires de stationnement, aires de jeux...), 57 gares de péage, 70 échangeurs et 22 postes de garde de la gendarmerie et autant de points de garde de la Protection civile. On oublie souvent qu'une route s'entretient et selon les normes internationales, cela varie entre 80.000

à 120. 000 dollars. De 7 milliards au début du projet, puis à 9 milliards de dollars , selon les données reprises par l'APS, selon le ministre du secteur (source APS) , la construction de l'Autoroute Est-Ouest a été achevée à 85% en 2013 avec un cout fin 2013 de 11 milliards de dollars, puis autre déclaration du ministre du secteur fin 2015, le coût a été arrêté à 14 milliards de dollars. Un conseil interministériel présidé par le premier ministre le 24 août 2019 accroît encore le montant à plus de 15 milliards de dollars, montrant la non maîtrise de la gestion de ce projet et selon certaines estimations internationales , pour fin 2022, le coût du projet serait d'environ de 20 milliards de dollars . C'est que les sous-traitants qui se sont engagés à finaliser certains tronçons n'ont pas terminé dans les délais terminer leur travail, bien qu'ils aient été payés, avant le contrôle final , avec des malfaçons, où aux premières pluies, nous avons assisté à des le délabrements avec du bitume qui se détache, des nids-de-poule qui se creusent et des glissements de terrain qui obstruent les routes. La corruption entachant l'autoroute est-ouest a été à l'origine de son état de délabrement avancé. Que l'on visite l'axe d'Est à l'Ouest et l'on constatera des dégradations sur plusieurs dizaines de km et à quel coût ces travaux additionnels ? Ainsi le coût moyen d'un kilomètre de l'autoroute Est-Ouest pour un coût respectif de 7 milliards de dollars, puis 11, puis de 20 milliards de dollars, serait passé en moyenne de 6 millions de dollars le kilomètre, à 9, puis à 16 millions de dollars ? loin des normes internationales contraintes comprises. En Espagne, au Portugal, au Danemark et en Suède, le coût au kilomètre varie entre 2 et 3 millions de dollars , selon certaines études publiées par des États européens, alors que le coût de revient en France et en Allemagne se situe dans une fourchette intermédiaire de 4 à 6 millions de dollars pour le kilomètre, contraintes comprises. Mais pour des comparaisons , il faut comparer le comptable. En Algérie, tous les facteurs sont favorables. La main-d'œuvre est au moins 10 fois moins chère qu'en Europe ; il n'y a relativement presque pas d'intempéries ; les matériaux utilisés en grande quantité, les agrégats (tuf, sables et graviers) ne coûtent pratiquement que leurs frais d'extraction et le concassage, le carburant est 5 à 7 fois moins onéreux, les loyers, l'électricité et le gaz aussi, les occupations temporaires de terrains qui coûtent des fortunes en Europe ne sont même pas payantes en Algérie lorsqu'il s'agit de terrains relevant du domaine public. Mais il y a des problèmes administratifs et des procédures bureaucratiques sans compter les expropriations et les démolitions qui sont sources de surcoûts. Le guide de management des grands projets d'infrastructures économiques et sociales élaboré par la Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned) et la soumission de toute réévaluation des projets au-delà de 15%, à l'aval du Conseil des ministres, a-t-il contribué à affiner l'action des pouvoirs publics en matière d'efficience des dépenses publiques ?

3.-À l'origine de ces surcoûts figurent des études techniques non maîtrisées , des retards nécessitant des réévaluations excessives des coûts , un mode de financement favorisant le gaspillage des deniers publics et la corruption. Cela montre la non-maîtrise du suivi des projets et de la gestion de la dépense publique. Or, tout projet doit montrer clairement la hiérarchie des objectifs , les résultats escomptés par secteur, ainsi que la portée, les indicateurs de performance, les indicateurs des objectifs et des échéanciers précis et enfin l'hypothèse de risques. Or, le contrôle de la qualité de gestion doit avoir pour finalité l'appréciation des conditions d'utilisation et de gestion des fonds gérés par les services de l'Etat, les établissements et organismes publics et, enfin, l'évaluation des projets, programmes et politiques publics où souvent on constate l'absence de maîtrise dans la gestion des projets qui font l'objet de surcoûts et de réévaluations permanentes, d'où la faiblesse de l'impact de ces projets en termes de rentabilité et de retour d'investissements. Les déficiences observées dans le processus budgétaire et les goulets d'étranglement institutionnels ont entraîné systématiquement une mauvaise exécution des programmes d'investissement. Toutes ces insuffisances ont abouti à une mauvaise programmation, à la surestimation des dépenses et à de longs retards dans la réalisation Parmi les carences importantes observées dans ce registre, le décalage entre la planification budgétaire et les priorités sectorielles, l'absence d'interventions efficaces dues à un morcellement du budget résultant de la séparation entre le budget d'investissement et celui de fonctionnement et les écarts considérables entre les budgets d'investissement approuvés et les budgets exécutés. Ce qui témoigne de la faiblesse de la capacité d'exécution des organismes concernés. . L'expérience récente de premiers ministres, d'un ministre de la justice et des finances en prison pour corruption, qui donnaient des leçons de patriotisme à la population en lui demandant de serrer la ceinture, montrent, outre que la Cour des comptes n'a pas rempli son rôle entre 2000/2020 dans le contrôle des deniers publics, sa principale mission, que des institutions dépendant de l' exécutif , étant juge et partie sont inefficaces. , Sans une gouvernance rénovée, une visibilité et cohérence de la politique socio-économique, le contrôle budgétaire sera un vœu pieux avec un impact limité. Les nombreuses faiblesses trouvent leur origine dans la faiblesse de la préparation technique du personnel d'exécution et la qualité des projets qui sont généralement faibles et inégales et le chevauchement des responsabilités entre les diverses autorités et parties prenantes. Si l'on veut lutter contre les surfacturations, les transferts illégaux de capitaux, rendre le contrôle plus efficient, il y a urgence de revoir le système d'information qui s'est totalement écroulé posant la problématique de la transparence des comptes, car sans une information interne fiable, tout contrôle externe est difficile et dans ce cas, les analyses des institutions de contrôle se trouvent biaisées. Dans les administrations, c'est encore plus grave reposant sur une comptabilité publique des années 1970, où on ignore les principes élémentaires de la rationalisation des choix budgétaires. Un contrôle doit être global devant concerner en plus du contrôle routinier des services de sécurité, l'ensemble de la société supposant un Etat de droit et la réhabilitation du contrôle de la société civile, du Parlement, de la Cour des comptes, institution dépendante de la présidence de la République, devant éviter de créer d'autres institutions de contrôle qui se télescopent

En conclusion, tout processus de développement fiable repose sur deux fondamentaux, à savoir la bonne gouvernance et l'économie de la connaissance .Ne devant pas assimiler mauvaise gestion qui peut être excusable et corruption, le problème posé de ces surcoûts exorbitants ne concerne pas seulement la route Est-Ouest, mais la majorité, avec de rares exceptions, des projets sectoriels (habitat, transport, industrie, énergie, prestations de services etc.), renvoie à l'urgence d'une planification stratégique reposant sur un véritable management stratégique

ademmebtoul@gmail.com

HERSH REVIENT SUR LE SABOTAGE DE NORD STREAM :

«C'est une opération américaine depuis le début»

Le célèbre journaliste américain Seymour Hersh a accordé une interview au média d'investigation Consortium News.

Il y revient sur ses récentes révélations à propos du présumé sabotage américain des gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique. Une dizaine de jours après avoir publié un article imputant à Washington une responsabilité directe dans les explosions de septembre 2022 des gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique, le journaliste Seymour Hersh a, le 17 février, accordé au média d'investigation Consortium News un entretien où il appuie de nouveau le scénario d'un sabotage américain. Une opération nécessitant une compartimentation «très sophistiquée» Il y insiste notamment sur une planification opérationnelle ayant, selon lui, uniquement impliqué un cercle très restreint au-delà du président américain. «La Maison Blanche n'avait aucune idée de qui était le groupe» qui allait se charger de faire exploser le gazoduc, assure en effet Seymour Hersh, en référence à une chaîne de commande qu'il décrit comme faisant l'objet d'une compartimentation «très sophistiquée». Pour rappel, le célèbre journaliste américain avait déjà assuré, dans sa publication initiale, avoir obtenu des éléments en ce sens d'«une source ayant une connaissance directe de la planification opérationnelle [du sabotage]». «Les plongeurs [ayant mené l'opération] n'appartenaient [pas] au Commandement des opérations spéciales des Etats-Unis, dont les opérations secrètes doivent faire l'objet d'un rapport au Congrès et d'un briefing préalable aux dirigeants du Sénat et de la Chambre des représentants [...]. L'administration Biden faisait tout son possible pour éviter les fuites alors que la planification se déroulait à la fin de 2021 et dans les premiers mois de 2022», a notamment écrit Seymour Hersh dans son article paru le 8 février. C'est une opération américaine depuis le début Selon le journaliste américain, au sein de l'industrie concernée, il ne fait guère de doute sur le commanditaire du présumé sabotage de Nord Stream : «Dans le secteur des pipelines, [on] sait ce qui s'est passé mais [personne] ne le dira parce que [chacun] veut continuer à signer des contrats», estime-t-il en effet lors de l'entretien qu'il a accordé à



Consortium news. Par ailleurs, Seymour Hersh explique ne pas être en mesure d'appuyer la thèse d'une implication significative du Royaume-Uni dans les explosions des gazoducs, comme avancé par la Défense russe en octobre 2022 : «Ils peuvent avoir donné quelques conseils ou contacts et des techniques mais c'est une opération américaine depuis le début.»

NULAND-BLINKEN-SULLIVAN : UN TRIO QUI ALIMENTE LE BELLICISME ANTIRUSSE DE WASHINGTON ?

«Ils ont établi [...] un programme qu'ils n'auraient jamais dû autoriser», déplore également le journaliste d'investigation au cours de sa dernière interview, alors qu'il évoque la réalisation d'études confidentielles «sur la façon de faire sauter un pipeline». «Quand le plan était [enclenché], ils n'ont pas pu s'empêcher d'en parler, ce qui est fou et stupide», ajoute-t-il, vraisemblablement en référence aux allusions implicites à ce sujet, début 2022, du président Joseph Biden ou encore de la haute responsable américaine Victoria Nuland. Durant le même entretien, Seymour Hersh appuie en outre l'idée que l'actuelle sous-secrétaire d'Etat américaine pour les Affaires politiques formerait, avec Antony Blinken (actuel secrétaire d'Etat) et Jake Sullivan (conseiller à la sécurité nationale auprès de Biden), un trio particulièrement belliciste depuis plusieurs années sur le dossier ukrainien. Victoria Nuland est personnellement impliquée de longue date dans l'élaboration de l'agenda américain en Ukraine. Elle a notamment occupé le poste de secrétaire chargée de l'Europe au département d'Etat à partir de 2013, soit un an en amont de la mise en place, avec le soutien actif et revendiqué des Etats-Unis, d'un très controversé gouvernement ukrainien de transition, dans la foulée de l'Euromaïdan (nom donné aux manifestations pro-européennes qui ont secoué la capitale ukrainienne entre 2013 et 2014 et ont débouché sur un coup d'Etat). Au cours de cette période, la haute responsable américaine s'était notamment illustrée par des propos peu amicaux à l'endroit de l'Union européenne, avec une formule devenue célèbre : «On emmerde l'UE», qu'elle avait lâchée lors d'un échange avec Geoffrey Pyatt, alors ambassadeur américain à Kiev.

R. I.

SUISSE

Le Conseil fédéral opposé à la confiscation des avoirs privés russes

LE CONSEIL fédéral suisse considère comme illicite la confiscation d'avoirs russes privés pour reconstruire l'Ukraine. Selon l'organe exécutif de la Confédération, une telle mesure contreviendrait en particulier aux garanties constitutionnelles. L'exécutif suisse a publié le 15 février un communiqué pour faire savoir que «la confiscation d'avoirs russes privés n'[était] pas licite selon le droit en vigueur». «Cette mesure contreviendrait en particulier aux garanties constitutionnelles. [...] Le soutien à l'Ukraine se poursuivra indépendamment de la question du sort des avoirs russes bloqués», a souligné le gouvernement de la Confédération helvétique. «La garantie de la propriété est un droit fondamental» Cette publication a été mise en ligne à l'issue des travaux réalisés par un groupe de travail diligenté par le Conseil fédéral pour étudier la question du gel des avoirs russes en Suisse, en réaction à l'opération militaire russe en Ukraine. En effet, l'adoption systématique des sanctions antirusses de l'UE a suscité un vif débat au sein de la Confédération helvétique, dont la neutralité constitue une pierre angulaire de sa diplomatie. L'exécutif suisse précise avoir adopté cette position en se basant sur le travail d'un groupe réunissant des spécialistes du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI) et de la Direction du droit international public. «La garantie de la propriété est un droit fondamental», souligne le gouvernement helvétique. «Le groupe de travail interne [...] relève dans son analyse que le droit suisse n'autorise pas l'expropriation d'avoirs privés sans indemnisation du moment que leur origine n'est pas illégale», peut-on encore lire dans le communiqué, selon lequel Berne entend poursuivre sa participation aux discussions internationales en matière de mesures punitives visant la Russie. Fin 2022, sur le volet militaire cette fois, la Confédération helvétique avait fait savoir qu'elle s'opposait à ce que l'Allemagne puisse envoyer en Ukraine des munitions de fabrication suisse destinées aux blindés de défense antiaérienne, que Berlin prévoyait de livrer à Kiev. En outre, la Suisse a, dès le mois de mars de la même année, écarté l'idée de censurer RT et Sputnik, contrairement à l'UE, estimant qu'une interdiction serait «inefficace».

R. I.

DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE AUX ETATS-UNIS

L'alerte est levée, mais les questions demeurent

LES AUTORITÉS de l'Ohio ont donné leur feu vert à la consommation de l'eau du réseau municipal de la localité où un train transportant des produits chimiques a déraillé. La Maison Blanche se veut rassurante, mais certains dénoncent un désastre. Alors qu'un train transportant des produits chimiques a déraillé le 3 février dans l'Etat de l'Ohio aux Etats-Unis, les autorités ont levé le 16 février l'interdiction de consommer l'eau du réseau municipal dans la localité d'East Palestine. Le train transportait en effet, entre autres, du chlorure de vinyle, un produit chimique cancérigène et inflammable. Les craintes concernant la potabilité de l'eau avaient entraîné l'évacuation de centaines de personnes et le gouverneur de l'Etat, Mike DeWine, avait recommandé aux habitants de boire de l'eau en bouteille en attendant les résultats des tests. Ceux-ci n'ont finalement détecté aucun contaminant. Le 16 février, l'administration Biden s'est efforcée de rassurer alors que les habitants, de plus en plus inquiets pour leur santé, exigent des explications. «Je veux que la population sache qu'elle n'a pas à gérer cette affaire seule [...] Nous serons là pour aider», a déclaré le chef de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), Michael Regan, qui s'est rendu sur place, à East Palestine, dans le nord-est du pays. Michael Regan a affirmé qu'aucune trace de chlorure de vinyle ou de chlorure d'hydrogène n'avait été détectée après l'examen de plus de 480 maisons, et que l'eau était testée et re-testée «pour garantir que ces habitants soient protégés». «Nous allons faire toute la lumière» sur ce qui s'est passé, a assuré de son côté à Washington la porte-parole du président Joe Biden, Karine Jean-Pierre. Et «nous allons faire rendre des comptes à Norfolk Southern», la compagnie ferroviaire opérant le train, a-t-elle promis. L'hémisphère nord possiblement touché ? Les fumées dégagées pouvaient potentiellement être «mortelles» en cas d'inhalation, avait pour sa part fait savoir Norfolk Southern dans un communiqué. Plusieurs résidents ont déclaré à la presse avoir éprouvé divers symptômes, notamment des maux de tête, et exprimé des craintes quant à l'apparition possible de cancers dans les années à venir. De plus, l'agence locale des ressources naturelles a signalé la mort de 3 500 poissons dans les cours d'eau à proximité de l'accident. Les locaux, qui ont été autorisés à regagner leur domicile, affichent leur méfiance, d'après les constatations de l'AFP. Une habitante a ainsi déclaré à la chaîne locale WKYC que les riverains étaient «soupçonneux, paranos et inquiets». Une seconde a partagé sa «peur». Le sénateur Républicain de l'Ohio, James David Vance a dévoilé dans une vidéo la contamination de l'eau et a défié les autorités de boire celle-ci. En France, certaines personnalités s'inquiètent, à l'instar du souverainiste François Asselineau, qui pense que «le désastre écologique va sans doute toucher tout l'hémisphère nord». «S'il se produisait en Russie ou en Chine, nos médias en feraient la une 24h/24 7j/7 en dénonçant l'incurie de Poutine et Xi Jinping», ajoute-t-il.

R. I.

PLUSIEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT DANS LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE À TLEMCEN

Vers un nouveau souffle dans cette filière

Dans le but du développement local de la pêche et des ressources halieutiques, la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture dans la wilaya de Tlemcen s'attelle à développer et à diversifier cette filière en ouvrant la voie à l'investissement privé pour y participer et donner un nouveau souffle à cette activité.



En effet, l'accompagnent et le soutien accordés aux investisseurs privés, traduits notamment par la mise à leur disposition des assiettes foncières pour se lancer dans le domaine aquacole à Tlemcen, ont ainsi donné naissance à une dizaine de projets devant sans nul doute permettre de promouvoir cette filière.

Dans une déclaration à la presse locale, le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sahnoun Boukabrine, a fait part de pas moins de 18 investissements privés pour la production, entre autres, de la daurade royale et du loup de mer, dont neuf sont entrés en production, tandis que d'autres sont en phase d'équipement en matériels nécessaires.

L'encouragement de l'investissement privé a donné ses fruits puisque deux fermes aquacoles ont vu le jour dans les communes de Honaine et Dar Yaghmouracen d'une capacité de production annuelle de 600 tonnes chacune offrant 32 emplois, et une troisième ferme au port de « Sidna Youchaâ », dans la commune de Dar Yaghmouracen, et ce, pour l'élevage de la daurade royale et de loup de mer pour une capacité de production de 600 tonnes par an, devant offrir 21 emplois, a détaillé M. Boukabrine.

L'opération d'installation de six cages flottantes a été achevée et concerne la production d'alevins, et ce, au courant de l'année 2023, a fait savoir le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques.

Deux autres projets d'élevage de moules en eau de mer sont aussi prévus au niveau de la plage « Maârouf », dans la commune de Marsat Ben M'hidi. Ils seront opérationnels dès le premier trimestre 2023.

A ces projets s'ajoutent quatre autres, en cours de réalisation, pour l'élevage de poissons en eau de mer, dont deux à Marsat Ben M'hidi d'une capacité de 500 tonnes par an chacun, devant permettre la création de 30 postes d'emploi, en sus de deux projets d'élevage de moules à Marsat Ben M'hidi et Honaïne.

Les neuf projets permettraient d'atteindre une production de 2.900 tonnes de daurade royale et de loup de mer, ainsi que 184 tonnes de moules, sans omettre la création de 122 emplois.

Pour ce qui est des projets qui sont en phase d'équipement en matériels nécessaires, au nombre de neuf. Ils seront, selon le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques, lancés progressivement pour la production de 4.900 tonnes de poissons et 258 tonnes de moules, avec la création d'environ 222 emplois.

Des zones d'activités pour abriter des fermes aquacoles

Sur décision de la wilaya, la Direction de la Pêche et des Ressources halieutiques a également crée des zones d'activités pour impulser davantage l'aquaculture, ayant permis jusque-là d'abriter deux fermes aquacoles à « El Barrage » dans la commune de Honaine, à « Bir El Maleh » dans la commune de Msirda Fouaga et à « El Adass » dans celle de Ghazaouet, selon M. Boukabrine qui a précisé que la superficie des trois zones est de 6,18 hectares (2,69 ha à Honaine, 2,24 ha à Msirda Fouaga et 1,25 ha à Ghazaouet).

Les zones d'activités accueilleront 25 projets d'investissement dans le domaine de la pêche maritime et de l'aquaculture, dont des projets d'élevage de la daurade, de loup de mer et de mollusques, deux unités de fabrication de glace, des ateliers de construction et de réparation de navires.

Il s'agit également de deux unités de mise en conserve du poisson destiné à l'exportation, une unité de traitement de mollusques, une écloserie d'alevins et des unités de transformation des poissons, entre autres, avec la création d'environ 330 emplois. Le projet portant réalisation d'un complexe aquacole à Tlemcen dont la mise en service est prévue cette année, est considéré, selon M. Boukabrine, comme l'un des « grands projets » qui contribueraient fortement à réduire la facture d'importation d'aliments pour poissons.

Le complexe aquacole comprend une unité de production d'aliments pour poissons, « la première du genre à l'échelle nationale », d'une capacité de 180.000 tonnes/an, qui sera implantée dans la zone d'activités industrielles relevant du village « Bendamou » dans la commune de Maghnia, sur une superficie de 12 hectares.

Il comprend également une écloserie pour l'élevage de poissons d'eau de mer à proximité de la zone d'activités de pêche maritime de Bir El Maleh, dont la capacité de production annuelle devrait atteindre un million d'alevins, en sus d'une ferme aquacole de production de poissons de mer comprenant 100 cages flottantes sur une superficie de 445 hectares, entre les communes de Ghazaouet et Marsat Ben M'hidi, avec une capacité de production annuelle oscillant entre 5.000 et 10.000 tonnes de daurade royale et de loup de mer, a ajouté M. Boukabrine.

Réalisé par des investisseurs privés, ce grand projet contribuera, de l'avis du même responsable, à ouvrir de nouveaux horizons pour la filière aquacole dans la wilaya de Tlemcen, en plus de la création d'un quai artificiel et d'une centaine de postes d'emploi.

Le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques a fait part, à ce titre, de plus de 150 emplois directs devant être crées, dans le cadre de ce projet aux retombées socio-économiques avérées pour la wilaya.

R.R

ZONES HUMIDES À TOUGGOURT

Recensement de plus de 1500 oiseaux

DANS le cadre du dénombrement hivernal de la richesse avifaune migratrice de l'année en cours, pas moins de 1.538 oiseaux migrateurs de 13 espèces ont été répertoriés dans les zones humides et les plans d'eau de la wilaya de Touggourt, a fait savoir hier, la Conservation locale des forêts (CF).

Il s'agit du recensement, dans les lacs de Sidi Slimane, El-Anet, Témacine, Merdjaja, El-Hadjira et le canal de Oued-Righ, de différentes espèces dont le canard, la spatule, la lichasse blanche, la cigogne noire, la cigogne blanche, le héron cendré et le flamant rose, a indiqué le conservateur des forêts de Touggourt, Mustapha Benalia.

Mené par des ornithologues de la CF, ce recensement tend à mettre au point une base de suivi des mouvements des oiseaux migrateurs à travers les différents plans d'eau locaux et leur adaptation avec les conditions climatiques et naturelles locales en vue de classer ces zones et plans en fonction de la prédilection de la richesse avifaune.

La conservation s'emploie, à ce titre, à mettre en valeur cette richesse écologique à la faveur de l'intensification des actions périodiques de contrôle et d'observation au niveau des plans d'eau, lieu de prédilection des oiseaux et de la richesse faunistique, en sus de l'organisation des campagnes d'entretien d'envergure de ces endroits et leur protection des différents dangers écologiques.

Par souci d'ancrer la culture environnementale chez le citoyen, les services de la CF ont procédé à l'organisation, en direction des scolarisés, des sorties d'observation et de reconnaissance scientifique au niveau du lac d'El-Anet leur permettant de s'informer et s'initier aux zones humides et la biodiversité et l'importance de préserver ce système, en plus des cours d'initiation sur les actions d'observation et de contrôle du mouvement des oiseaux migrateurs.

La wilaya de Touggourt offre des espaces écologiques propices pour les oiseaux et d'autres espèces faunistiques à y élire domicile et se reproduire à la faveur des atouts existants, zones humides, lacs, exutoires constituant également des plans d'eau et chotts.

R.R

TOUNES AÏT ALI JOUE « ALLÔ » APRÈS TROIS ANS D'ABSENCE

L'abus de la liberté et ses répercussions sur la société

La comédienne Tounes Aït Ali a présenté avant-hier au théâtre communal de Sétif, sa nouvelle pièce « Allô », qui expose la liberté et ses répercussions sur les sociétés arabes. Écrite et mise en scène par le tunisien Wajdi Gaidi, ce monodrame est une coproduction entre la Société rideau pour la créativité théâtrale, le Centre des Arts dramatiques et du Spectacle Nabeul (Tunisie) et la coopération française les trois loges.

A travers nombreux personnages typiques, Tounes Ait Ali a traité plusieurs sujets, à partir d'une histoire très simple, qui est celui d'une danseuse, d'une politicienne ou encore d'une couturière, qui veut s'exprimer devant une société qui l'opprime, et cela à travers un fil conducteur, celui du téléphone rouge. Un accessoire qui symbolise le lien entre ses histoires.

Cette couturière reçoit une cliente frustrée par son corps, qui lui demande de retoucher une robe, afin qu'elle cache ses rondeurs et de plaire aux autres. Cette dernière veut seulement échapper aux brimades de la société qui la juge pour son physique non pas pour ce qu'elle est.

Tounes s'est ensuite attaqué au personnage d'une avocate corrompue qui détourne la loi au nom de la liberté, puis au personnage du soldat qui a soulevé la question de la liberté du point de vue de la critique afin d'incarner ses idées personnelles sans tenir compte du cadre réglementaire auquel il appartient. Le spectacle aborde également le sujet de la polygamie, à travers le personnage d'un clown. A la fin, la comédienne a rendu hommage à sa mère, et à toutes les mères pour leurs sacrifices afin de donner le meilleur pour leurs enfants.



En marge de la représentation, la comédienne Tounes Aït Ali a confié : « Après trois ans, j'ai voulu remonter sur scène, avec un sujet qui me tient à cœur. J'ai discuté avec le metteur en scène, je lui ai proposé ce sujet, dont l'idée m'est venue après le Festival du monodrame féminin qui s'est déroulé du 5 au 10 novembre dernier ».

Selon la comédienne « la liberté concerne tout le monde, ce n'est pas la cause d'un pays, tel que l'Algérie, mais plutôt une cause humaine. Quand on évoque la liberté, on parle des relations générales. Certains parlent de la condition ou la cause de la femme, mais cette dernière n'est pas correcte, car la femme n'a pas de problème avec la liberté mais plutôt avec la société qui l'entoure. C'est le regard d'une société envers la femme ».

« Nous n'avons pas voulu parler de la femme d'une façon non émancipée, mais nous avons voulu la sortir de ce moule, pour qu'elle nous donne son avis sur la société d'aujourd'hui, à l'exemple de la femme qui ne supporte plus son corps » a fait savoir Tounes. Le personnage du clown, qui selon Tounes est très étudié. « j'ai interprété, à travers ce personnage, des sujets plutôt tabous à l'exemple de la polygamie, dont les gens n'aiment pas en parler ».

Pour sa part, le metteur en scène tunisien Wajdi Gaidi a expliqué que l'idée de la pièce est basée sur « un point philosophique selon lequel la liberté peut être employée dans une atmosphère qui sert l'individu sans compromettre la liberté des autres ni empiéter sur leur vie privée ». et d'ajouter : « ce spectacle aborde également le concept de liberté du point de vue du choix personnel, à travers le sujet du mariage, de la femme, et de sa réputation.

Le metteur en scène rappelle que la pièce sera en tournée en passant par Annaba, Souk Ahres, Guelma, et participera à la prochaine édition au festival du monodrame féminin d'El Oued. **Meriem Djouder**

CONSTANTINE

Premier tour de manivelle du film «Souika»

LE TOURNAGE du film historique «Souika» qui met en lumière une période vécue par la ville de Constantine durant la colonisation et illustre le militantisme de la vieille médina, vient d'être débuté à la place du musée des arts et des expressions culturelles traditionnelles Palais Hadj Ahmed Bey de Constantine.

Le film montre des scènes tirées de faits réels, écrit et réalisé par Amar Mohsene qui retrace les coutumes dans la vieille cité et raconte les épreuves du combat durant la guerre de libération nationale, l'histoire se situe entre le premier jour du mois de Ramadhan et la veille de l'Aïd de l'année 1958.

Amar Mohsene a déclaré à l'APS que le scénario rapporte des faits réels mêlé à des personnages tirés de l'imagination et illustrant des scènes typiques de l'époque, notamment les épreuves vécues par la population durant ces années de combat pour l'indépendance, par sa famille ou par ses voisins, précisant que le chahid Daoudi Slimane dit Hamlaoui apparaît dans ce film.

Le wali de Constantine Abdelkhalek Sayouda a assisté au tournage des premières images du film «Souika», il a déclaré à cette occasion qu'il apporte son soutien à ce film qui illustre l'héroïsme de la ville des ponts qui fut un bastion de la résistance contre le colonialisme.

Pour sa part, Samir Guennez directeur de la production à la télévision Algérienne a souligné que la reprise de tournage du film «Souika» est prévue dès la deuxième semaine qui suivra l'Aïd El Fitr de cette année, il a précisé que le film offre des opportunités de participation à des jeunes talents des théâtres régionaux.

Le comédien Hakim Dekkar qui interprète le rôle d' «El Hadi» dans le film, a déclaré que l'histoire mêle la fiction et la réalité pour présenter une peinture du quartier de la «Souika» qui fut le cœur battant de la ville de Constantine.

R. C.

JOURNÉE DU CHAHID

L'Orchestre «Safir Ettarab» ou la différence culturelle dans le contexte colonial

L'ORCHESTRE HISTORIQUE d'Ali Maâchi, «Safir Ettarab» (l'ambassadeur de la chanson), militant de la cause nationale, dont certains de ses musiciens tomberont au champ d'honneur, s'était formé pour mettre en avant le principe de la différence culturelle, dans un contexte colonial des plus rudes.

A l'instar de plusieurs autres orchestres algériens résolus, durant la Guerre de libération nationale, à faire la promotion des cadences et des modes algériens, les musiciens de «Safir Ettarab», constitué au début des années 1950, se sont exclusivement réservés à l'interprétation des nouvelles chansons de Ali Maâchi, favorables à une Algérie algérienne, indépendante et souveraine.

Après la diffusion sur les ondes de Radio-Alger de plusieurs nouvelles pièces célébrant la Patrie, l'orchestre enregistre en 1956, «Angham El Djazaïr», chef d'œuvre d'Ali Maâchi qui allait consacrer son militantisme artistique ainsi que celui des membres de son orchestre.

D'une quinzaine de minutes, «Angham El Djazaïr», reprise après l'Indépendance par Noura et Cherif Kortbi, enchaîne dans sa richesse lyrique et mélodique, les principaux genres qui caractérisent le patrimoine musical algérien, pour se poser et de manière ferme et catégorique comme «un déni à toutes les velléités coloniales de dépersonnalisation et de déculturation».

Une des nombreuses tâches auxquelles s'était assigné l'orchestre «Safir Ettarab» consistait à intervenir au début et à la fin d'un meeting de sensibilisation populaire, afin de rassembler les foules et protéger les orateurs, souvent objets de mandats d'arrêt.

Au déclenchement de la Guerre de libération nationale, les membres de l'orchestre «Safir Ettarab» et leur directeur artistique vont rejoindre la lutte armée, accueillis par le «réseau de l'ALN-FLN», dont Mokhtar Okacha (1930-1958) et Larbi Hachemi Oueld El Garde (1934-1959) qui tomberont au champ d'honneur, armes à la main. Mostefa Belarbi (1933-1994), le violoniste de la troupe, fut, quant à lui, mis en prison en 1957 et atrocement torturé, alors que le tout jeune percussionniste Zekri Moulay (1939-2005), Mekki Benaouda ainsi que Abdeslem Mustapha (disparu en 2022) avaient, entre temps, rejoint le maquis.

Parmi les chansons d'Ali Maâchi, enregistrées et exécutées par l'Orchestre «Safir Ettarab», «El Babour», «Taht samae El Djazaïr», «Ya dak el youm ki net'fek'rek ma nen'sach», «Ya salam âala el banet», «Essayf wassal», «Mazal aâlik en'khemmem», ou encore, «W'sayet el goumri».

«Safir Ettarab» exprimait de manière intense la singularité de la personnalité autochtone et sa fierté d'appartenir à la Patrie algérienne. Les œuvres qu'il interprétait expriment, entre autres thématiques, l'amour de la Patrie, l'espoir et la volonté du peuple à s'affirmer à un moment crucial de son histoire glorieuse, marquée par la guerre de libération.

R. C. & APS

SÉISME EN TURQUIE :
Le footballeur ghanéen Atsu retrouvé mort

LE FOOTBALLEUR ghanéen Christian Atsu, du club turc de Hatayspor, a été retrouvé mort sous les décombres de son immeuble à Hatay au sud de la Turquie, a annoncé samedi son agent cité par l'agence privée turque DHA. « Le corps sans vie d'Atsu a été retrouvé sous les décombres. On retire encore ses affaires. Son téléphone a aussi été retrouvé », a affirmé son agent Murat Uzunmehmet. Selon les médias turcs, l'ancien joueur de Chelsea et Newcastle en Angleterre, âgé de 31 ans, était sous les décombres de la résidence Rönesans, une tour de 12 étages qui s'est effondrée dans le séisme. L'ambassade ghanéenne en Turquie et la Fédération ghanéenne de football avaient initialement assuré que l'attaquant avait été retrouvé vivant, mais ces informations s'étaient par la suite révélées fausses. Le promoteur de la résidence de luxe transformée en ruine, où 800 personnes seraient ensevelies, a été arrêté la semaine dernière alors qu'il tentait de quitter la Turquie. Atsu avait rejoint en septembre le club turc de Hatayspor, basé dans la province de Hatay (sud), près de l'épicentre du violent séisme qui a frappé le 6 février la Turquie. Le séisme, suivi de puissantes répliques, a tué plus de 40.000 personnes en Turquie et en Syrie, selon les derniers bilans officiels, faisant également des milliers de blessés et de sans-abris par un froid glacial.

VÉRON MOSENGO-OMBA, SG DE LA CAF :
Les travaux pour la CAN 2023 en Côte d'Ivoire ont « bien avancé »

LA MOITIÉ des stades qui accueilleront la Coupe d'Afrique des Nations en Côte d'Ivoire en janvier 2024 sont prêts, a affirmé vendredi le secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF), qui a estimé que les travaux ont « bien avancé ». « Les infrastructures que je viens de visiter sont de classe Coupe du monde. Par rapport à ma précédente visite il y a 12 mois, les travaux ont bien avancé », a déclaré Véron Mosengo-Omba après une visite de six jours des infrastructures hôtelières, sportives et hospitalières en Côte d'Ivoire. Sur les six stades qui doivent accueillir la compétition, trois sont prêts : celui d'Ebimpe en banlieue d'Abidjan (60 000 places), celui de Bouaké (centre) qui a été rénové pour passer à 40 000 places et celui de Yamoussoukro (centre, 20 000 places). La construction du stade de San Pedro (sud-ouest, 20 000 places), de celui de Korhogo (nord, 20 000 places) et la rénovation du stade historique Félix Houphouët-Boigny (33 000 places), au coeur d'Abidjan, ne sont pas encore achevées. « Il reste des travaux de finitions exigés pour répondre au cahier des charges de la CAF. Ils prendront du temps mais nous sommes convaincus qu'à la fin juin 2023, ces trois stades pourront être homologués par nos services pour être utilisés pour des compétitions CAF ou FIFA », a affirmé Véron Mosengo-Omba. Côté hébergements, la plupart des « villages CAN », où certains supporters seront logés, sont presque terminés. M. Mosengo-Omba a salué des constructions « respectueuses d'un développement durable, conçues de façon à pouvoir être utiles au-delà de la compétition ». Initialement programmée en juin et juillet 2023, la CAN a été reportée pour se tenir du 13 janvier au 11 février 2024, afin d'éviter que les matchs aient lieu en pleine saison des pluies. C'est la deuxième fois que la Côte d'Ivoire organise la compétition, après 1984.

IL ANNONCE DU LOURD EN F1

Hamilton veut se venger de Verstappen

Rapidement écarté de la course au titre la saison passée, Lewis Hamilton entend bien revenir à la charge dès 2023 pour son huitième titre de champion du monde.



Le Britannique rêve de prendre sa revanche sur Max Verstappen. De ce fait, Charles Leclerc voit bien une bataille à trois avoir lieu en 2023. La saison dernière a laissé très peu de suspens quant à la course au titre de champion du monde. Alors que Charles Leclerc a été handicapé par de nombreux problèmes techniques avec sa Ferrari, et que Mercedes n'était pas au meilleur de sa forme, Max Verstappen en a profité pour prendre le large au classement des pilotes. Le Néerlandais a fini par être sacré champion quelques courses avant la fin de la saison. Mais en 2023, la lutte promet d'être beaucoup plus serrée.

BATAILLE À TROIS ENTRE FERRARI, RED BULL ET MERCEDES EN 2023 ? LECLERC Y PENSE

Charles Leclerc a d'ailleurs confié qu'il voyait bien Ferrari, Red Bull et Mercedes se battre à trois pour le titre. « Je suis sûr que nous avons fait du bon travail avec la voiture, mais je ne sais pas vraiment où en est Red Bull. Je ne sais pas où en est Mercedes, mais je m'attends à ce qu'ils soient très forts aussi. Alors, voyons voir. Une chose est sûre, c'est que, surtout après une année comme l'année dernière, vu où nous avons fini à la première course... après un seul Grand Prix, rien n'est fini. [...] Mercedes sera également de la partie après avoir connu une fin de saison très forte l'année dernière, ce sera donc un championnat difficile » a lancé le Monégasque dans des propos rapportés par NextGen Auto.

« LEWIS SERA LÀ, TOUT COMME RED BULL »

Le pilote de Ferrari a ensuite affirmé qu'il ne fallait surtout pas oublier Lewis Hamilton dans la course au titre, le Britannique courant encore après son huitième sacre mondial : « Lewis ne sera jamais hors d'une lutte pour un titre mondial. Je suis presque sûr que s'il a la voiture, il sera là. Nous ne devons pas oublier ce qu'il a accompli dans ce sport et il l'a toujours [ce potentiel en lui], nous l'avons vu à plusieurs reprises l'année dernière. Lewis sera là, tout comme Red Bull, et j'espère que ce sera une belle bagarre. » En 2021, après une erreur de la FIA lors du Grand Prix d'Abu Dhabi, Lewis Hamilton a été privé de son huitième titre au profit de Max Verstappen. Depuis, le Britannique rêve de prendre sa revanche sur le Néerlandais. Peut-être que 2023 sera l'année de la vengeance pour le pilote de 38 ans.

MESSI - RONALDO :

Le « meilleur joueur du siècle » est identifié

A LA SURPRISE GÉNÉRALE, Cristiano Ronaldo quittait l'Europe après la Coupe du monde et l'annonce de son départ de Manchester United. Le quintuple Ballon d'Or a pris la direction de l'Arabie saoudite, du côté d'Al Nassr, de quoi ravir le gouvernement du pays comme l'explique un responsable du ministère des Sports, allant jusqu'à oublier Lionel Messi. Après son départ de Manchester United en pleine Coupe du monde, Cristiano Ronaldo a rapidement rebondi en s'engageant en faveur de la formation saoudienne d'Al-Nassr. Une page s'est donc tournée pour l'attaquant, quittant l'Europe après avoir brillé du côté de Manchester United, du Real Madrid ou encore de la Juventus. En Arabie saoudite, on savoure encore cette arrivée, alors que le pays se verrait bien accueillir la Coupe du monde de football en 2030, imitant ainsi son voisin qatari, déjà très implanté dans le football.

L'ARABIE SAOUDITE S'ENFLAMME POUR « LE MEILLEUR JOUEUR DU SIÈCLE »

« Vous n'imaginez pas la fierté pour un pays comme le nôtre que le meilleur joueur du siècle ait choisi notre pays », lâche ainsi un responsable du ministère des Sports saoudien, interrogé par Le Parisien. Aucun débat ne semble donc permis avec Lionel Messi, le grand rival de Cristiano Ronaldo depuis le début de sa carrière. Messi oublié malgré ses liens avec le pays Pourtant, Lionel Messi entretient également des liens étroits avec l'Arabie saoudite. Malgré son engagement avec le PSG, propriété du Qatar, l'ancien capitaine du FC Barcelone a été nommé ambassadeur du tourisme en Arabie saoudite en mai 2022, avant une éventuelle pige dans le pays du Golfe ? L'hypothèse est possible alors que le contrat de Messi arrive à son terme en fin de saison, et que son nom a circulé du côté d'Al-Hilal ces dernières semaines. Mais pour l'heure, le mystère reste entier concernant son avenir.

IL N'EST PAS AU BOUT DE SES DÉMÊLÉS JUDICIAIRES

Mike Tyson visé par une nouvelle plainte pour viol au début des années 90

PLUS de trente ans après les faits présumés, Mike Tyson a été accusé de viol par une femme américaine, qui a déposé plainte ces derniers jours. La procédure sera possible grâce à une loi de l'Etat de New York entrée en vigueur fin novembre et permettant, pendant un an, aux victimes présumées d'agressions sexuelles de réclamer un procès au civil sans craindre la prescription. Selon un document judiciaire publié mardi, Mike Tyson est accusé par une femme, qui a porté plainte au civil, de l'avoir violée dans une limousine au début des années 1990 près de New York. Celui qui fut considéré comme l'un des meilleurs poids lourds de tous les temps avait déjà été jugé coupable en 1992 de viol contre la mannequin Desiree Washington, 18 ans au moment des faits. Il avait alors passé trois ans derrière les barreaux. Trente ans plus tard, une femme, qui a tenu à rester anonyme dans la procédure parce qu'elle craint d'être «attaquée par les médias et tous les fans» de Mike Tyson, a déposé plainte pour «viol» début janvier devant un tribunal civil du comté d'Albany. Elle réclame 4,5 millions d'euros de dommages et intérêts. La procédure est rendue possible par une loi de l'Etat de New York entrée en vigueur fin novembre et permettant, pendant un an, aux victimes présumées d'agressions sexuelles de réclamer un procès au civil sans craindre la prescription.

AL-AKHDAR DE LIBYE- USM ALGER

Les Usmistes veulent garder le fauteuil

Opération rachat pour les Rouge et noir algérois qui espèrent faire coup double à l'occasion de leur voyage en Libye : oublier leur humiliante élimination en coupe d'Algérie et remporter les trois points de la victoire afin de consolider leur place de leaders du groupe

Par Rabah Azizi



Face à un onze libyen pas encore remis de sa mauvaise entrée en coupe de la CAF suite à la lourde défaite (4-1) que lui a infligée l'autre équipe de cette poule A, le Marumi Gallants d'Afrique du Sud, et qui mettra le paquet pour effacer sa déconvenue, le représentant algérien en C2 africaine, l'USMA, jouera gros. Mentalement affecté par leur ratage monumental en coupe d'Algérie, les usmistes ne se présenteront pas dans leurs meilleures dispositions, l'entraîneur Benchikha, affecté également par cette défaite qui a fait réagir du côté de Soustara, parlant d'ambiance mortuaire au sein du groupe, à l'occasion d'une sortie qui, si elle paraissait jouable avant le coup dur de Maghnia, sera compliquée. Difficile, car les supporters craignent pour leurs favoris appelés à tourner la page et se concentrer sur des débats qui s'annoncent compliqués. En haussant leur niveau de jeu s'ils veulent rester aux commandes avant le sommet de dimanche prochain (26 février en cours) quand ils recevront l'autre favori à la 1ère place, les Gallants justement qui sont à l'affût. Auteure d'une belle entame de cette phase, l'USMA n'est pas restée longtemps sur son nuage en accouchant d'une une prestation catastrophique face un pensionnaire de l'équivalent de la D3 suivie d'une élimination qui fait mal. Les hommes à Benchikha, qui rêvent de remporter ce trophée continental, feront tout pour se faire pardonner auprès de leur public et ont surtout besoin, pour la confiance, d'un succès en terres libyennes qui les remettra sur les bons rails. Un public de Bologhine qui espère une réaction des joueurs et du staff technique appelé à trouver au plus vite la solution d'autant plus que l'adversaire, qui aura l'avantage du terrain et donc les faveurs des pronostics, ne figure pas parmi les grosses cylindrées du continent. La méfiance sera de mise même si l'obstacle n'est pas infranchissable. Une équipe pas habituée des premiers rôles en Afrique, même inconnue au bataillon pour le public algérien et prenable comme l'a montré son déplacement dans le pays de Mandela et la punition reçue là-bas. Chita et ses camarades, appelés à faire un petit effort au plan psychologique et mettre le paquet pour remonter sans tarder la pente. L'USMA, qui court après une victoire finale sur le continent depuis plusieurs saisons, a du pain sur la planche et devra mettre les bouchées doubles pour ne pas décevoir. Réponse dès cette fin d'après-midi à partir de Benghazi. Avec un match plein et un succès, car on croit dur comme fer que c'est possible même s'il faudra faire avec une défection de poids, à savoir celle de Mahious, le buteur-maison resté à la maison à cause d'une blessure qu'il traîne depuis le CHAN.

R.A

LIGUE DES CHAMPIONS (GR.A/ 2E J) : LA JS KABYLIE PREND LA MESURE WA CASABLANCA (1-0)

La JS Kabylie s'est imposée face au Wydad Casablanca 1-0 (mi-temps : 0-0), en match disputé vendredi soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger, comptant pour la 2e journée (Gr.A) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Après une première période équilibrée, la JSK est revenue avec des intentions plus offensives, ce qui lui a permis de trouver la faille en fin de match, sur une reprise de tête signée le capitaine Badreddine Souyad (87e), suite à un corner botté par Kouceila Boualia. Lors de la 1re journée, les «Canaris» sont allés tenir en échec à Luanda les Angolais de Petro Atlético (0-0). A l'issue de ce résultat, la JSK s'empare provisoirement de la tête du classement avec 4 points, devant Petro Atlético d'Angola (1 point), alors que l'AS Vita Club (RD Congo) et le WAC ferment la marche avec 0 point, les deux derniers comptent un match en moins. L'autre match du groupe (A) a opposé, hier (samedi) au stade de Brazzaville l'AS Vita Club (RD Congo) au Petro Atlético d'Angola dont le coup d'envoi était prévu pour 17h00). Les deux premiers du groupe se qualifient en quarts de finale de l'épreuve.

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST) :

L'ES Ben Aknoun et la JSM Tiaret toujours au coude à coude !

L'ES BEN AKNOUN et la JSM Tiaret, vainqueurs à domicile devant le SKAF Khemis Miliana (4-1) et le MC Saida (1-0), ont conservé leur fauteuil de leader de la poule Centre-Ouest de la Ligue 2 de football amateur, à l'occasion de la 18e journée disputée vendredi, alors que le NA Hussein-Dey a battu le RC Kouba (1-0) dans le derby des banlieusards pour le maintien. A la faveur de cette nouvelle victoire, la JSMT est désormais sur une série de huit matchs sans défaites (7 victoire, 1 nul) et reste au coude à coude avec l'ESBA, qui enchaine avec un deuxième succès de rang portant sa série d'invincibilité à cinq matchs (4 victoires, 1 nul). Derrière le duo de tête, le SC Mecheria (3e, 28 pts) s'est largement imposée contre la lanterne rouge le RC Relizane (4-0), alors que l'ES Mostaganem (4e, 37 pts) a battu (3-1) l'O Médéa (11e, 19 pts). Dans le milieu de tableau, le MCB Oued Sly (5e, 32 pts) est revenu avec les trois points de la victoire de son déplacement chez le CR Témouchent (2-1), alors que l'ASM Oran (9e, 24 pts) a décroché une sixième victoire consécutive, en s'imposant (2-1) contre le WA Boufarik (8e, 25 pts). Cette 18e journée a également été marquée par la bonne opération du NA Hussein-Dey, qui se hisse au 10e rang avec 22 points, en s'adjugeant le derby des banlieusards contre le RC Kouba, qui concède en revanche une sixième défaite consécutive et se retrouve dans une position délicate dans sa lutte pour le maintien en Ligue 2. Dans l'autre duel des mal classés, le WA Tlemcen et le GC Mascara ont fait match nul (2-2), et restent scotchés au 14e rang avec 14 points. La 18e journée s'est poursuivie, samedi (14h00), avec plusieurs affiches de haut de tableau dans la poule Centre-Est, dont le choc opposant l'AS Khroub, leader avec 32 points, à son dauphin le MO Constantine (31 pts), dans une confrontation ouverte à tous les pronostics. Si les «Mocistes» visaient un sixième succès de rang qui devrait leur permettre de se hisser en tête du classement, les Khroubis, leaders indéboulonnables depuis le début de saison, auront à cœur d'asseoir leur suprématie dans le jardin du MOC, le stade Benabdelmalek.

PREMIER LEAGUE

Ryad Mahrez joueur du mois de janvier

L'INTERNATIONAL ALGÉRIEN de Manchester City Riyad Mahrez a été élu par les supporters, Joueur du mois de janvier de l'Association des footballeurs professionnels «PFA» , a indiqué vendredi, le leader du championnat d'Angleterre de football. Mahrez a devancé le duo de Newcastle composé de Nick Pope et Dan Burn, ainsi que Bukayo Saka (Arsenal), Solly March (Brighton) et Marcus Rashford (Manchester United). L'ailier algérien a inscrit trois buts et délivré deux passes décisives lors des trois victoires de City sur ses cinq matchs de Premier League, au cours du premier mois de 2023. Il a été impliqué sur cinq buts, c'est plus que tout autre joueur de Premier League. Son but à Chelsea s'est avéré être décisif contre l'équipe de Graham Potter, tandis que ses deux réalisations lors de la rencontre à domicile contre Tottenham Hotspur ont été cruciaux pour renverser le match. Il a également offert des buts à Erling Haaland lors des victoires contre les Wolves et les Spurs. Cette nouvelle distinction vient de nouveau récompenser la forme éclatante de l'international algérien, déjà élu joueur Etihad du mois de janvier. Son superbe coup franc, en FA Cup contre Chelsea, lui a également permis d'inscrire le but Nissan du mois. Il était également en course pour le titre de joueur du mois en Premier League, une récompense qui a finalement été attribuée à Marcus Rashford. Mahrez succède à son coéquipier Erling Haaland, qui avait été élu joueur PFA du mois de décembre.

ALORS QUE LE RESTE DU PELOTON EST EN APPEL AUJOURD'HUI

Ligue 1 Mobilis : l'ASO Chlef domine le HB Chelghoum Laïd (4-0)

L'ASO Chlef a facilement dominé la lanterne-rouge le HB Chelghoum Laïd (4-0, mi-temps 1-0), en match disputé vendredi en ouverture de la 17e journée de Ligue 1. Souibaa a ouvert le score pour les Chélifiens, sur pénalty à la 45'+2, puis Ghodbane s'est offert un doublé aux 72' et 83', et c'est Juba Aguieb qui a clôturé le festival, en transformant un autre pénalty à la 90'+3. Une importante victoire qui permet à l'ASO de rejoindre provisoirement le NC Magra à la 10e place du classement général, avec 20 points pour chaque club, alors que le HBCL reste bon dernier, avec un seul point au compteur. Les péripéties de cette 17e journée se poursuivront dimanche, avec le déroulement des matchs NC Magra - MC Oran, RC Arbaâ - ES Sétif, US Biskra - MC Alger et JS Saoura - MC El Bayadh. Par ailleurs, trois rencontres ont été reportées à des dates ultérieures, en raison de la participation de certains clubs aux différentes joutes continentales. Il s'agit des duels USM Alger - USM Khenchela, CS Constantine - JS Kabylie et CR Belouizdad - Paradou AC.

Déjà joué (Vendredi) :
ASO Chlef - HCB Chelghoum Laïd 3-0
Au programme aujourd'hui (Dimanche 19 février, tous les matchs à 17H00) :
NC Magra - MC Oran
RC Arbaâ - ES Sétif
JS Saoura - MC El Bayadh
US Biskra - MC Alger (18h00)
Reportées en raison des compétitions africaines des clubs :
USM Alger - USM Khenchela
CS Constantine - JS Kabylie
CR Belouizdad - Paradou AC



NordVPN contre Surfshark : quel est le meilleur VPN pour vous ?

Pratique : Nous avons soumis les fournisseurs de VPN NordVPN et Surfshark à l'examen implacable de notre équipe de testeurs. Voici nos suggestions si vous voulez choisir entre ces deux services.

Une entreprise commune

Avant d'entrer dans le vif du sujet, parlons de la fusion Nord/Surfshark. Début février 2022, Nord Security et Surfshark ont annoncé qu'ils fusionnaient, faisant de Nord Security le propriétaire des deux sociétés. D'après le billet de blog de SurfShark sur cette fusion, les entreprises continueront à fonctionner comme des sociétés distinctes, avec des infrastructures VPN séparées.

C'est peut-être vrai... pour le moment. La fusion de grandes infrastructures prend du temps, et aucun des acteurs ne veut céder sur ses performances ou sa position à ses concurrents en raison d'une fusion opérationnelle bâclée. Cela dit, ça ne sera probablement pas le cas à long terme. Il serait bête de ne pas consolider ces infrastructures, les équipes et les technologies. Et ces leaders du secteur sont tout sauf stupides...

Mais pour l'heure, ces deux services VPN sont bien distincts, et ont chacun des avantages et des inconvénients, que nous allons vous lister ci-dessous.

Caractéristiques techniques

Les deux VPN proposent un support similaire et des services globalement presque identiques. Les principales différences, comme nous allons le voir, tournent autour de leur prix et de leurs fonctionnalités étendues.

Surfshark // NordVPN

Serveurs : 3200+ // 5436
Pays : 100+ // 60
Connexions simultanées : illimitées // 6
Bloqueur de publicité : oui // oui
Scanner de logiciels malveillants : non // oui
Interrupteur d'arrêt d'urgence (Kill Switch) : oui // oui
Logging : e-mail // information de facturation
Multi-hop (double VPN) : oui // oui
Meilleurs prix : 2,50 €/mois (engagement de 24 mois) // 3,50 €/mois (engagement de 24 mois)
Période d'essai : garantie de remboursement de 30 jours // garantie de remboursement de 30 jours
Plateformes prises en charge : iOS, Android, macOS, Windows, Linux // iOS, Android, macOS, Windows, Linux
Support supplémentaire : FireTV, Smart TVs (Apple TV, Android TV, Roku, Chromecast), Routeur, Xbox, PlayStation // Routeur, FireStick, Xbox, PlayStation, Oculus Quest, Kindle Fire, Nintendo Switch, Raspberry Pi, Chromebook, Chromecast, Android TV

Surfshark est moins cher que NordVPN. Les prix changent régulièrement, mais au moment de la rédaction de cet article, sur deux ans, il y a une différence de 1 euro de moins par mois. Attention, il y a cependant quelques différences de performance pour cette économie de prix. Lisez plus loin la suite pour voir pourquoi vous pourriez choisir NordVPN si c'est important pour vous.

...vous utilisez plus de six appareils simultanés

NordVPN vous permet de connecter six appareils à la fois à son service VPN. Surfshark ne fixe aucune limite ! Si vous voyagez avec quelques appareils seulement, cela n'aura pas beaucoup d'importance. Mais si vous êtes à la maison ou au bureau, le nombre d'appareils utilisés peut s'accumuler.

...vous voulez des recherches protégées sans pub, un antivirus et des alertes en cas de violation

Surfshark propose une option supplémentaire à quasiment 1,50 euro par mois appelée Surfshark One. Il ajoute un moteur de recherche léger sans traque publicitaire qui ne conserve aucun enregistrement des recherches. Surfshark One comprend également un antivirus et des alertes de violation, mais ces deux éléments sont également disponibles sur NordVPN.

Vous devriez prendre NordVPN si...

Pour nous aider à déterminer si un VPN a un classement cohérent, ou simplement si différents évaluateurs ont obtenu des chiffres distincts, nous avons comparé l'écart type des 10 autres sites.

Comme le montrent les graphes ci-dessus, NordVPN a non seulement obtenu un meilleur classement moyen global, mais aussi un écart type bien plus faible. Cela signifie qu'à peu près où que vous soyez, votre performance NordVPN devrait être assez bonne. En revanche, les performances de Surfshark seront probablement beaucoup moins prévisibles.

...vous voulez une protection anti-malwares et anti-pubs incluse dans l'offre de base

Surfshark débute avec un abonnement moins cher, mais si vous voulez une protection contre les logiciels malveillants et le blocage des logiciels publicitaires, vous devez passer au programme Surfshark One. Or, ces fonctionnalités sont incluses dans le plan de base de NordVPN ! Donc, si vous économisez un euro par mois sur Surfshark, vous payez presque 1,5 euro de plus par mois (au moment de la rédaction de cet article) pour ces fonctionnalités supplémentaires. Du tout au tout, NordVPN est en fait moins cher.

Mais attendez, vous pouvez dépenser plus. Parce que, bien sûr, NordVPN a aussi des options d'abonnement. Vous pouvez dépenser un euro de plus par mois et obtenir le gestionnaire de mots de passe multiplateforme et le scanner de vulnérabilités. Et si vous ajoutez encore 1,5 euro par mois, vous pouvez obtenir 1 To de stockage chiffré dans le cloud. ...vous voulez des fonctionnalités orientées entreprise ou une IP fixe

NordVPN propose des abonnements orientés business complets avec gestion d'équipe, consoles d'administration, et tout ce dont vous auriez besoin pour déployer un VPN pour une entreprise ou un département complet. Comme il est possible de souscrire à une option IP fixe pour faire fonctionner un serveur ou pour un accès à distance. Cette dernière option n'est pas disponible partout cependant.

Et voilà, le combat Surfshark contre NordVPN n'aboutit pas sur une victoire par KO de l'un ou de l'autre. La balance penchera d'un côté ou de l'autre en fonction de vos propres besoins.

FAQ VPN

Est-il légal d'utiliser un VPN ?

Oui, dans la plupart des pays. Certains pays ont rendu l'utilisation d'un VPN illégale. Et même dans les pays où c'est autorisé, il est probable qu'il soit illégal de passer par un VPN pour profiter d'un service de streaming qui ne serait pas accessible autrement.

Que signifie le logging vraiment ?

Le logging (ou journal) est l'enregistrement de données sur votre historique de connexion et éventuellement votre navigation. Chaque site web, au minimum, enregistre une adresse IP, l'heure et les données consultées afin de pouvoir suivre le trafic.

Tous les fournisseurs de VPN doivent vérifier les informations d'identification par rapport aux données personnelles enregistrées pour s'assurer que vous avez payé, mais certains vous permettent de vous inscrire avec des bitcoins, ce qui vous permet de cacher complètement votre identité.

Quand nous disons qu'un VPN n'enregistre pas de données, cela signifie qu'il ne suit pas les sites que vous visitez et pendant combien de temps, mais il peut suivre la quantité de données que votre utilisation de son service coûte à sa propre infrastructure.

Oppo Find N2 Flip : enfin une concurrence sérieuse pour les smartphones pliables de Samsung



LE FIND N2 FLIP est enfin commercialisé hors de Chine. Oppo a décrit ce smartphone pliable comme « une nouvelle référence » pour ce facteur de forme particulièrement innovant.

Ces smartphones à clapet ont maintenant une concurrence sérieuse de la part d'un grand fabricant chinois sous la forme du Oppo Find N2 Flip, qui vient d'être lancé à l'international, après avoir fait ses débuts en Chine à la fin de l'année dernière.

Décrit par Oppo comme « une nouvelle référence pour les flips », le premier smartphone à clapet d'Oppo offre un grand écran de couverture en mode portrait, une charnière sans pli pour l'écran principal de 6,8 pouces et une batterie de grande capacité, ainsi qu'un système d'appareil photo polyvalent.

L'Oppo Find N2 Flip avec 8 Go de RAM et 256 Go de stockage coûtera 1 099 euros, un prix légèrement inférieur à celui du Samsung Galaxy Z Flip 4, à 999 €. Voici comment le Oppo Find N2 Flip se positionne par rapport au Samsung Galaxy Z Flip 4.

L'une des principales caractéristiques du Find N2 Flip est son écran de couverture AMOLED de 3,26 pouces, toujours actif, orienté verticalement et offrant une résolution de 382 x 720.



Technologie : La montre connectée Watch Buds de Huawei renferme un précieux secret. Non, ce n'est pas une perle. Sous le capot, des oreillettes sans fil, le tout avec un concept innovant.

La nouvelle smartwatch de Huawei

Est une huître qui contient de minuscules écouteurs

Du casque anti-bruit purificateur d'air de Dyson à la montre connectée qui utilise les mouvements de votre corps pour se recharger, il est tout à fait naturel que des segments d'écouteurs sans fil et de montres connectées commencent à s'entremêler.

Les nouveaux Watch Buds de Huawei vous offrent donc le meilleur des deux mondes, dans le but de réduire les inconvénients traditionnels de la technologie portable, comme l'obligation d'acheter séparément les écouteurs et les montres connectées.

Au premier coup d'œil, la Watch Buds ressemble beaucoup à une montre traditionnelle, avec un bracelet en cuir pleine fleur, un écran couleur AMOLED de 47 mm et les fonctionnalités standard de suivi de la condition physique. Huawei affirme que les fonctions de suivi de la santé de la Watch Buds sont comparables aux fonctions de santé de l'Apple Watch Ultra.

Et cela renforce l'idée que les fabricants de smartwatchs s'adressent à la fois aux utilisateurs occasionnels et aux utilisateurs ayant des activités plus intenses.

Ecouteur droit ? Ecouteur gauche ? Peu importe !

D'une épaisseur de 14,99 mm, les Watch Buds sont constituées de 21 couches de composants technologiques, dont des capteurs photoélectriques, l'unité de chargement des oreillettes, une unité de fixation magnétique qui maintient toutes les pièces intactes, et bien sûr, les oreillettes.

Les écouteurs sont clairement la caractéristique la plus intéressante de la Watch Buds. Selon Huawei, les écouteurs utilisent la technologie d'identification adaptative, qui élimine la nécessité d'un placement spécifique à gauche ou à droite. Au lieu de cela, la technologie d'identification adaptative régule automatiquement les canaux audio gauche et droit lorsque les utilisateurs placent les écouteurs dans leurs oreilles. Les écouteurs prennent également en charge la technologie Triple Adaptive EQ, qui optimise la qualité sonore en fonction de la structure de l'oreille de l'utilisateur afin de lui offrir la meilleure expérience d'écoute possible. Huawei y parvient en exploitant les microphones et les capteurs de conduction osseuse des écouteurs pour un calibrage audio plus précis.

Des écouteurs très légers et très petits

Huawei affirme que les écouteurs sont 50 % plus petits et 90 % plus compacts que les autres écouteurs du marché, ce qui n'a de sens que si la smartwatch elle-même n'est pas considérée comme un étui de chargement. Ils sont également incroyablement légers, chaque écouteur pesant environ un gramme de moins que la smartwatch.

En ce qui concerne l'autonomie de la batterie, Huawei estime que la montre peut durer jusqu'à trois jours par charge lorsqu'elle est utilisée dans les configurations d'usine par défaut. Vous pouvez obtenir jusqu'à sept jours si le wearable est en mode économie d'énergie.

Les Watch Buds de Huawei seront vendus à partir de 500 euros. Je dirais que le prix est juste pour une smartwatch et une paire d'écouteurs sans fil, surtout si les deux sont performants. A titre de comparaison, une montre Apple Watch Series 8 sans fonction cellulaire coûte environ 500 euros, et une paire d'écouteurs AirPods Pro de seconde génération se vend 160 euros, soit un total combiné de 660 euros.

Intel et Nvidia :

Intel et Nvidia : les nouvelles stations de travail de bureau arrivent

Technologie : Dotées des derniers processeurs Intel Xeon W et des GPU Nvidia RTX Ada, les stations de travail sont conçues pour le calcul IA de très haut niveau.

Intel et Nvidia associent leurs processeurs les plus récents - côté CPU et GPU - pour alimenter de nouvelles stations de travail de bureau capables de gérer certaines des applications les plus exigeantes.

Avec les derniers processeurs Intel Xeon et les GPU Nvidia RTX 6000 Ada, les stations de travail sont conçues réaliser des calculs d'IA de haut niveau, des rendus et des simulations sophistiqués.

Ils devraient profiter aux personnes exerçant dans la science des données, l'ingénierie, en passant par le divertissement, le streaming, ou encore la santé. "Les nouvelles stations de travail alimentées par Intel et Nvidia-Ada offrent une vitesse, une puissance et une efficacité sans précédent, permettant aux professionnels du monde entier de prendre en charge les flux de travail les plus complexes dans tous les secteurs", a déclaré Bob Pette, vice-président de la visualisation professionnelle chez Nvidia, dans un communiqué. Les stations de travail seront équipées des processeurs Xeon W-3400 et Xeon W-2400 d'Intel. Le processeur haut de gamme Xeon W9-3495X est disponible avec jusqu'à 56 cœurs dans un seul socket. Il est doté d'un contrôleur de mémoire redessiné et d'un cache L3 plus grand, ce qui lui permet d'offrir des performances accrues de 28 % en mode mono thread et de 120 % en mode multi-thread par rapport aux processeurs Xeon W de la génération précédente. Parallèlement, le dernier Nvidia RTX 6000 est doté de 142 RT Cores de troisième génération, de 568 Tensor Cores de quatrième génération et de 18 176 CUDA Cores de dernière génération, associés à 48 Go de mémoire graphique haute performance.

Les stations de travail sont également équipées de SmartNICs Nvidia ConnectX-6 Dx pour une mise en réseau à haut débit et à faible latence, et des capacités de streaming.



L'origine du nom de la marque Mercedes



EN 1897, l'homme d'affaires autrichien Emil Jellinek s'est rendu de son domicile à Nice pour acheter une voiture de l'usine « Daimler » à Cannstatt en Allemagne.
A son retour à la Côte d'Azur, et après l'essai de sa nouvelle voiture, Emil Jellinek a décidé de participer à une compétition de tourisme locale avec sa nouvelle voiture sous le nom de « Mercedes » qui vient du surnom de sa fille alors âgée de 13 ans.
Réalisant le potentiel d'affaires acquis par la nouvelle voiture, il a non seulement placé une commande pour 36 autres, mais aussi obtenu l'exclusivité commerciale pour vendre les automobiles "Daimler Motoren Gesellschaft" dans plusieurs pays, Gottlieb Daimler a également accepté de les vendre sous le nom de « Mercedes » et c'était un succès pour l'usine.
En 1924, la société "Daimler" a fusionné avec la société « Benz » sous le nom de « Mercedes-Benz » et non pas « Daimler-Benz » pour préserver le respect de la marque « Mercedes ».

Un coffre-fort d'une banque a survécu à la bombe atomique d'Hiroshima !



EN 1946, un lieutenant de l'armée américaine surveillant les dommages causés par l'explosion massive de la première bombe atomique à Hiroshima un an plus tôt, a envoyé une lettre à une entreprise de fabrication de coffres-forts aux USA leur informant qu'un coffre-fort d'une banque fabriqué par la Mosler Safe Company était entièrement intacte. A l'exception de l'extérieur brûlé et rouillé, il n'y a eu aucun dommage.
La banque Teikou, était proche de l'épicentre de l'explosion. Le bâtiment de la banque, qui a été construit en béton et en acier, en 1925, s'est froissé de l'intérieur, le sol et les murs ont été détruits. Mais le coffre-fort a survécu. Bien que la surface des portes de ce grand coffre-fort ait été fortement endommagée, son contenu n'a pas du tout été affecté, tout l'argent et les documents importants ont été parfaitement conservés. C'était une nouvelle rassurante, du moins pour les dirigeants de banques aux États-Unis. À l'époque, il y avait un sentiment accru de sécurité contre les attaques sur le sol américain. De nombreuses banques ont annoncé que les objets de valeur étaient mieux protégés car ils utilisaient des coffres-forts Mosler.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Etats-Unis : A 14 ans, il fabrique et envoie 16.000 cartes de vœux pour la Saint-Valentin

SOLIDARITÉ
Les personnes malades, hospitalisées ou seules sont les destinataires de ces cartes uniques, remplies d'amour

Il n'a que 14 ans, mais, depuis plusieurs années déjà, la Saint-Valentin est une date importante pour Patrick Kaufmann, un habitant de Potomac dans le Maryland (Etats-Unis). Il y a quelques années, il avait fabriqué pas moins de 30 cartes pour la fête des amoureux, livrées à des enfants et adultes malades.
En 2021, ce chiffre est passé à 300 cartes, destinées aux personnes atteintes de cancer, du VIH, et autres maladies graves, rapporte le Washington Post. Puis 3.000 cartes en 2022, fabriquées avec l'aide d'élèves de plusieurs écoles. Pour la Saint-Valentin 2023, le nombre de cartes a explosé : pas moins de 16.000 exemplaires ont été fabriqués et distribués.

Distribuées à plusieurs organisations
Toutes ont été créées par des élèves scolarisés dans 62 écoles de Washington, du Maryland et de Virginie. Le jeune garçon, qui choisit personnellement les classes qui participent au projet, a également créé un site Internet, pour encourager les internautes à écrire des messages porteurs d'amour.
Ces 16.000 cartes ont toutes été rassemblées au domicile de ses parents, sur qui il peut compter depuis le début de l'aventure. Puis elles ont été distribuées à une soixantaine d'organismes, comme des hôpitaux, des hospices, des maisons de retraite ou des associations.

Des cartes uniques
Le jeune garçon espère ainsi toucher des personnes ayant peu de famille et/ou vivant seules. « J'espère que cela leur fera prendre conscience que quelqu'un pense à eux et s'intéresse à eux » confie Patrick Kaufmann au média américain.
Un engouement partagé par les élèves qui participent à la fabrication de ces cartes, toutes uniques.
« Le moins que l'on puisse faire, c'est de leur donner une carte pour leur montrer que nous nous soucions d'eux » assure un élève de 10 ans. Son projet, Patrick Kaufmann compte bien le poursuivre et même l'étendre s'il trouve assez de volontaires.

Tennis : Quand Alexander Bublik fracasse trois raquettes en quelques secondes

FRUSTRATION Le Kazakh a laissé exploser sa frustration dans un tie-break décisif face à Grégoire Barrère au tournoi de Montpellier
Trois raquettes détruites en une vingtaine de secondes : c'est l'exploit du tennisman Alexander Bublik ce mercredi. Le Kazakh, 50e joueur mondial, affrontait Grégoire Barrère lors du premier tour du tournoi de Montpellier, dont il est le tenant du titre. Mal engagé dans le tie-break décisif dans le troisième set - il était mené 0-6 - le joueur de 25 ans a laissé exploser sa colère, comme le montre la séquence pour le moins insolite.

Trois raquettes cassées et une défaite
Après un point perdu, Alexander Bublik a fracassé sa raquette contre le sol, frappé à cinq reprises. Il s'est ensuite dirigé tranquillement vers son banc pour se saisir d'une deuxième raquette, explosée elle en quatre fois. Puis une dernière a subi le même triste sort. Evacuer sa frustration a toutefois été vain. Bublik s'est finalement incliné contre Barrère, 75e mondial (6-4, 6-7, 7-6 (3)). Le Français, lui, poursuit sa route et affrontera au deuxième tour le Géorgien Nikoloz Basilashvili.



Des canaux d'irrigation de l'époque musulmane restaurés pour lutter contre la sécheresse en Espagne

Et si des systèmes construits au Moyen-Age pouvaient faire partie des solutions pour affronter les défis du présent ? C'est le cas en Espagne, où des canaux d'irrigation mauresques sont remis en état par des agriculteurs afin de faire face au réchauffement climatique et la désertification qui menace le pays.



On les appelle les "acequias". Ces anciens canaux d'irrigation issus de l'époque musulmane en Espagne se révèlent particulièrement efficaces pour limiter les effets dévastateurs de la sécheresse. Le pays abrite quelque milliers de ces fossés mauresques, creusés au VIIIe et Xe siècles, qui ont alimenté les champs et les villages en eau pendant plusieurs siècles, rapporte le Monde, le 30 novembre. Similaires aux systèmes d'irrigation traditionnels construits en Amérique du Sud par la civilisation inca, ils permettent de recueillir les eaux de rivières, de pluie, et celles issues de la fonte des neiges, et les préserver dans les nappes phréatiques afin de régénérer les sols, tout en évitant le risque d'évaporation. Une solution peu couteuse, qui a déjà fait ses preuves dans certaines régions d'Espagne. Alors qu'ils ont été massivement délaissés dans les années 1960, des agriculteurs ont décidé de les remettre en état pour faire face à la sécheresse.

L'Espagne, menacée par la désertification et les pénuries d'eau

Cet été 2022, l'Espagne a dû faire face à une sécheresse historique. Tandis que 75% du pays se trouvait menacé par la désertification, les réserves d'eau sont tombées à moins de 40 % de leur capacité, perdant 20 points par rapport à la moyenne des dix années précédentes sur la même période. L'Espagne figure ainsi à la tête des pays d'Europe exerçant le plus de pression sur ses ressources en eau, si bien que d'importantes pénuries sont à craindre dans les prochaines années. Sur recommandation d'un groupe de chercheurs, une cinquantaine de communautés d'irrigants (NDLR : des regroupements de propriétaires terriens disposant de droits d'approvisionnement en eau), d'Andalousie, d'Estrémadure, de Castille-et-Leon et de Castille-La Manche, ont décidé de les remettre en état. "Grâce aux acequias, nous allons faire en sorte que l'eau s'infiltre dans le sous-sol, comme dans une éponge, et circule lentement dans les nappes phréatiques, au lieu de ruisseler, de dévaler les rivières et de se perdre dans le Tage puis la mer", explique José Antonio Jimenez, secrétaire de la communauté d'irrigants Ocho Caños à la journaliste du Monde.

Restaurer les acequias pour lutter contre la sécheresse

L'objectif ? Stocker l'eau à l'intérieur des sols afin de les régénérer, la maintenir à bonne température en évitant le risque d'évaporation, et surtout, être en mesure de l'utiliser selon les besoins et pénuries en été. Si le village disposait autrefois d'une centaine d'acequias dans ses alentours, ces dernières ont progressivement été délaissées dans les années 1960 sous les effets conjugués de la construction d'un barrage, de la culture intensive du tabac, et de l'exode rural qui a poussé un grand nombre de bergers a quitté leur terre pour rejoindre les villes.

Depuis 2014, un groupe de chercheurs dirigé par l'archéologue José Maria Martin Civantos restaurent les acequias médiévales de la Sierra Nevada et de l'Alpujarra.

Selon le Monde, leurs travaux ont déjà permis de cartographier 24 000 kilomètres de canaux à Grenade et Almeria, et d'en restaurer 90 kilomètres avec l'aide de communautés d'irrigants. "L'effet a été immédiat : une plus grande disponibilité d'eau en été, grâce à la fonction de recharge des aquifères, et la remise en culture de terres abandonnées", détaille l'archéologue au journal.

Dans d'autres lieux, ces canaux ont également permis d'éviter l'assèchement des rivières, et ont joué un rôle de coupe feu. Pour rappel, l'Espagne est le pays d'Europe qui a enregistré la plus grande surface brulée, soit un total de 245 061 hectares. Solution peu couteuse pour lutter contre la sécheresse, les acequias participent à maintenir la température des rivières à un niveau correct, à enrichir les sols et à préserver les forêts.

Une solution peu couteuse basée sur les ressources naturelles

Ces canaux nécessitent toutefois de réunir des conditions précises pour fonctionner, parmi lesquelles une pente suffisante et un sol rocheux recouvert d'une couche perméable qui laisse l'eau s'infiltrer.

"C'est le cas des montagnes jeunes comme la Sierra Nevada, de la Sierra de Guadarrama, de certaines zones de la Sierra Morena... En général, presque toutes les montagnes méditerranéennes réunissent ces critères", estime Sergio Martos-Rosillo, chercheur à l'Institut géologique et minier espagnol.

"Cependant, le fait qu'aucun lobby industriel ne peut s'enrichir avec cette technologie low tech, basée uniquement sur les ressources naturelles, rend compliquée la levée de fonds", regrette-il.

A l'heure où en France, des collectivités se tournent vers la construction de méga-bassines agricoles fortement décriées par les défenseurs de l'environnement, ces projets collectifs de restauration pourraient insuffler de nouvelles idées...

Pérou : découverte de deux nouvelles espèces de plantes, mais alerte sur leur conservation

UN GROUPE de botanistes péruviens et internationaux ont découvert deux nouvelles espèces de plantes dans les Andes péruviennes, mais alertent face à leur menace d'extinction en raison de l'activité minière, a rapporté l'Université de San Marcos.

Baptisées "Viola ornata" et "Viola longibracteolata", ces deux nouvelles espèces découvertes dans les régions d'Arequipa et de Moquegua (sud) appartiennent au sous-genre Neo-andinium de Viola, qui rassemble actuellement 15 espèces au Pérou.



Des plantes menacées par l'activité minière

Ce sous-genre est constitué dans les Andes, à des altitudes extrêmement élevées, dans des zones reculées peu explorées entre 3.800 et 5.000 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Ce sont des herbes vivaces, d'apparence assez velue, qui poussent en rosettes avec de petites fleurs, et leur coloration et leur forme les aident à se fondre dans leur environnement.

"Les botanistes de San Marcos publient une étude dans laquelle ils révèlent la découverte de deux nouvelles espèces de plantes qui sont en danger critique d'extinction en raison de l'activité minière (...) principalement en raison du déclin de la qualité de leurs habitats actuels et potentiels, puisque ces zones subissent gravement l'impact de l'extension de ces activités", a indiqué mardi 29 novembre l'université dans un communiqué.



Aliments et boissons mauvais pour la thyroïde : lesquels éviter ?

Certains aliments dits "goitrogènes" vont empêcher l'absorption de l'iode et entraîner une hypertrophie de la thyroïde et l'apparition d'un goitre. Liste de ceux à éviter et à privilégier avec Cindy Louvet, diététicienne-nutritionniste.

L'alimentation a un rôle-clef dans la régulation de la thyroïde, une glande située à la base du cou qui sécrète des hormones contrôlant de nombreuses fonctions comme la croissance, la faim, la reproduction, le sommeil, le métabolisme ou la fréquence cardiaque. Pour qu'elle soit en bonne santé, elle a besoin d'un certain nombre de nutriments. "Sans eux, elle ne peut pas correctement fonctionner et peut ainsi se déréguler. Une carence en iode par exemple peut favoriser le risque d'hypothyroïdie. La glande thyroïde devient hypoactive et cela peut entraîner l'apparition d'un goitre (augmentation du volume de la thyroïde", explique d'emblée Cindy Louvet, diététicienne-nutritionniste à Paris. Alors quels sont les aliments à limiter ? Ceux à éviter ? Peut-on boire du café et du thé ? Réponses.

Quels sont les aliments à éviter pour la thyroïde ?

"Certains aliments dits goitrogènes vont empêcher l'absorption de l'iode et entraîner une hypertrophie de la thyroïde et l'apparition d'un goitre. Il faut limiter leur consommation si on n'a pas un bon apport en iode (si notre taux d'iode est un peu juste par exemple) ou si on a une hypothyroïdie", indique Cindy Louvet.
Dans cette liste, on retrouve :

Les choux (chou-fleur, chou frisé, chou chinois, brocoli, chou kale, chou de Bruxelles...)
Les amandes
Les radis
Le navet
La patate douce
Le millet
Le cresson
La moutarde
Les arachides (cacahuètes)
Le soja (tempeh, edamame, fèves de soja, yaourt de soja, steak végétal...), à limiter en cas de déficience en iode ou d'hypothyroïdie.
L'ail et l'oignon, "en excès peuvent perturber le fonctionnement de la thyroïde"

Goitre : symptômes, causes, opération pour le faire diminuer

Le goitre se caractérise par l'augmentation du volume de la thyroïde, une glande dont le rôle est de réguler l'organisme. Comment reconnaître un début de goitre ? Quels sont les causes de ce gonflement et quels traitements pour le faire diminuer ?

Quelles sont les boissons à éviter pour la thyroïde ?

"Il y a des boissons, agressives pour la thyroïde qu'on va limiter", indique la diététicienne, comme :

Le café
Le thé
Les sodas
Les boissons énergisantes
L'alcool

Quels sont les aliments bons pour la thyroïde ?
Pour fonctionner correctement, la thyroïde a besoin de :

 Protéines, notamment la tyrosine - une protéine impliquée dans la production des hormones thyroïdiennes - qui se trouve dans les viandes, les œufs, les poissons (en consommer 2 fois par semaine par exemple), les crustacés, les légumineuses, les fromages, le tofu, le seitan...
"Il faut consommer des protéines tous les jours", insiste notre interlocutrice.

 Iode qui se trouvent surtout dans les poissons (notamment crus, l'églefin ou la morue), les algues (consommez une portion de tartare d'algues par exemple tous les 15 jours ou une pincée de paillettes d'algues séchées par jour), les crustacés, le jaune d'œuf et les fromages à pâte dure (type parmesan), le sel iodé (sel marin enrichi en iode)

 Sélénium (poissons, noix du Brésil, thon, abats, algues...)

 Zinc (huîtres, abats, viande rouge, pain complet, œuf...)

 Fer (boudin noir, algues, huître, foie de veau, abricot sec, noix de cajou...)

 Magnésium (poissons, oléagineux, chocolat noir, céréales complètes...)
 Vitamine A (poissons, viandes, huile de foie de morue, beurre, laitages, fromages) et vitamine D (foie de morue, hareng, chocolat noir...)

Alimentation et thyroïde : que manger ?

L'alimentation joue un rôle en cas de dérèglement de la thyroïde. Quels sont les aliments conseillés ? Ceux Interdits ? Que manger en cas d'hypothyroïdie ou d'hyperthyroïdie ? Liste des meilleurs aliments et conseils du Dr Jean-Marc Comas, endocrinologue et auteur de "Planète Thyroïde".

Quels conseils hygiéno-diététiques pour une thyroïde en bonne santé ?

Eviter de jeûner.
"Quand on ne mange pas, la thyroïde ne fonctionne pas et il y a un ralentissement du métabolisme. Ainsi, si on saute trop souvent des repas, la thyroïde peut se dérégler", détaille l'experte. Il faut bannir les régimes restrictifs ou privatifs, ou les jeûnes intermittents.
Limiter son exposition aux perturbateurs endocriniens :
les perturbateurs endocriniens sont présents dans les pesticides (préférez les fruits et légumes bio, les sachets de tisane ou de thé bio), les tupperwares ou les gourdes en plastique (préférez les contenants en verre ou en inox), le film alimentaire en cellophane, les produits d'entretien, les cosmétiques, la lessive (préférez les produits naturels ou labellisés), les poêles ou casseroles à revêtement antiadhésif ou Téflon (préférez les ustensiles en inox ou en céramique)...

Perturbateur endocrinien : liste, effets, comment les éviter ?

Soja, cosmétiques, dentifrices, gels douche, huile essentielle...
Les perturbateurs endocriniens sont largement présents dans notre quotidien alors qu'ils favoriseraient certains cancers, diminueraient la fertilité et influeraient négativement sur le développement des bébés. Quels sont-ils ? Où les trouver ? Comment se protéger ?

gérer son logement au moins deux fois par jour pour renouveler l'air, particulièrement si on a fait le ménage.

Remèdes naturels contre la sciatique : tisane, huiles essentielles...



La sciatique est une douleur intense et lancinante qui commence généralement au niveau des lombaires et irradie la fesse, l'arrière de la jambe jusqu'au talon. Des remèdes naturels peuvent venir soulager cette douleur, cette inflammation. Diane Briol Roque, naturopathe à Lavaur (81) nous donne ses recommandations. "La sciatique doit être différenciée de la sciatalgie qui est une douleur qui irradie le haut de la cuisse et la fesse. Il y a deux types de sciatique : la sciatique à gauche qui peut être causée par l'intestin alors que la sciatique à droite par une surcharge hépatique", souligne Diane Briol Roque, naturopathe. Il existe des remèdes naturels pour soulager la zone douloureuse et réduire l'inflammation du nerf sciatique : quand celle-ci est localisée à gauche, l'intestin doit être soulagé et on va avoir recours à la chaleur, à l'hydrologie et à la réhydratation ; quand celle-ci est localisée à droite, le foie doit être nettoyé par le biais d'infusions, de compléments alimentaires. Un équilibre alimentaire est aussi à adopter en parallèle.

Vinaigre de cidre

Un bain de pieds dans une eau chaude (10 litres) mélangée à du vinaigre de cidre de pommes (2 verres) et du sel (une poignée) peut soulager la douleur.

Miel-Mellite

Grâce à ses effets anti-inflammatoires et antibiotiques, le miel permet de traiter naturellement les douleurs. Un mélange de miel et de poudre de curcuma et de gingembre, aussi appelé le mellite, peut avoir un pouvoir exponentiel sur les épices et sur l'inflammation en cure d'une semaine.
Bien mélanger 125 g de miel pour 4 cuillères à café de poudre de curcuma et de gingembre, et laisser fondre 1 cuillère à café dans la bouche de ce mellite.

BIEN-ÊTRE

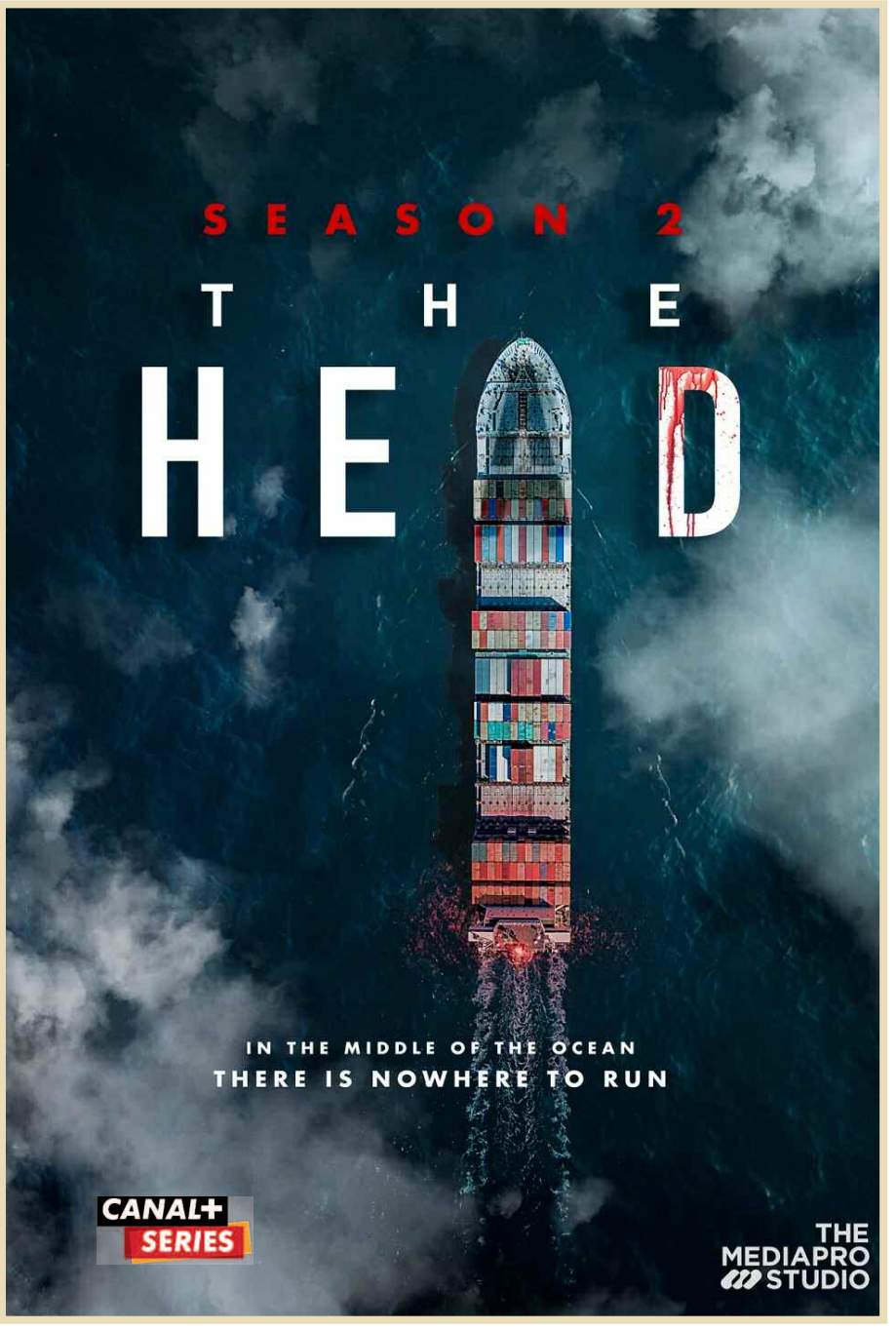




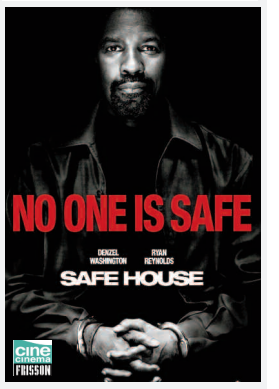








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Cinéma - Film fantastique 2015 — TF1
Ant-Man

21h00 Cinéma - Comédie 2019, France — France 2
Les vétos

21h10 Magazine de l'économie — M6
Capital

21h02 Rugby : Top 14 Saison 2022 — CANAL+
Bordeaux-Bègles / Clermont-Auvergne

21h05 Cinéma - Comédie — W9
2018, France, Belgique
Demi-soeurs

20h50 Cinéma - Thriller — CINE+ FRISSON
2012, Etats-Unis, Afrique du Sud, Japon
Sécurité rapprochée

20h05 Cinéma - Film d'action — 6ter
1989, Etats-Unis
Tango & Cash

20h50 Cinéma - Film de science-fiction 2021 — CINE+ PREMIER
Reminiscence

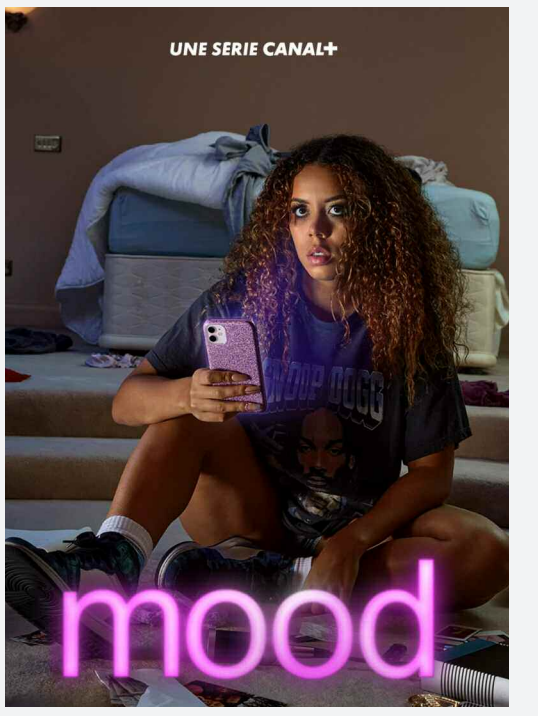
21h10 Cinéma - Comédie dramatique 2018 — C8
Au bout des doigts

21h00 Cérémonie — CINE CINEMA
76e cérémonie des BAFTA

21h05 Cinéma - Film policier — CINE+ FAMIZ
2008, France
Le crime est notre affaire

21h25 Série judiciaire — TMC
2019, France
Munch

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série musicale 2022, Grande-Bretagne

Saison 1 Épisode 3/4

Mood

Par l'entremise de Giuliana, organisatrice de soirées huppées, Sasha fait la connaissance de Teeg Jones, un ancien influenceur sur les réseaux sociaux, devenu boxeur. Le jeune homme ne semble pas épanoui dans sa nouvelle carrière.

22h41

Série de suspense 2022, Espagne, Japon

Saison 2 Épisode 5/6

The Head

Arthur Wilde a été contraint de tuer Gloria avec son revolver. Il explique à Alec et aux membres de l'équipage qu'il a agi en état de légitime défense. Selon lui, la jeune femme est la meurtrière qui a assassiné Kowalski et Zack. Elle volait les recherches sur les algues pour les divulguer à un laboratoire concurrent. Amy peine à croire à cette version et confie ses doutes à Yuto. De son côté, Charlie continue d'errer dans un état second dans la salle des machines.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:48	12:44	15:48	18:16	19:36	05:54	12:50	15:55	18:23	19:42	06:06	13:02	16:07	18:35	19:54	06:00	12:57	16:04	18:32	19:50	06:13	13:09	16:16	18:44	20:02	06:18	13:14	16:21	18:49	20:07	06:21	13:17	16:25	18:53	20:10

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7518 – DIMANCHE 19 FÉVRIER 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	21°	10°
Oran	22°	10°
Constantine	20°	3°
Ouargla	20°	6°

GISEMENT ZINC ET DE PLOMB D'AMIZOUR

FEU VERT POUR LA MISE EN SERVICE DU PROJET

Le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche, a annoncé au cours d'une visite sur site et une rencontre avec les acteurs impliqués dans le projet d'exploitation du gisement de Zinc et de Plomb des communes de Thala Hamza et d'Amizour dont les représentants des riverains que «les études liées à l'impact de la Mine sur l'environnement et les risques qui pourraient attenter à la santé des riverains ont été approuvées par les ministères de l'Environnement et de l'Intérieur.

«Une décision liée à l'exploitation de la mine a été signée par le ministère de l'environnement et le ministère de l'intérieur et des collectivités locales». Pour rappel, un permis d'exploitation avait été délivré l'an dernier par le ministère de l'Industrie et des Mines et la mise en œuvre du projet devait être entamée.

Cependant, les oppositions manifestées par les riverains notamment, sur les éventuels effets néfastes des produits de et la méthode d'extraction sur leur santé avaient retardé l'entrée en service du gisement.

A ce propos, une convention avait été signée entre la société australienne WMZ (Western Mediterranean Zinc Spa et l'université de Béjaïa. Une équipe de travail avait été mise en place afin de mettre le projet en conformité avec les normes internationales de protection de l'environnement. Avec l'aval des instances centrales



concernées, la maturation du projet arrive désormais à sa phase d'exploitation qui interviendra avec le bouclage des opérations de régularisation juridiques des terrains des riverains situés dans le périmètre de la Mine. «Des ingénieurs géomètres devraient se déployer, très prochainement, sur le site afin de délimiter les parcelles de terrain situées dans le périmètre du gisement et permettre aux propriétaires de déposer les dossiers de dédommagement des parcelles expropriées», a annoncé le premier responsable de la wilaya sur la Radio locale. La rencontre de concertation, d'information et de sensibilisation a eu lieu la fin de la semaine dernière entre les différentes parties prenantes du projet d'exploitation du gisement situé sur le territoire des communes d'Amizour et Thala Hamza.

Il s'agissait surtout de rassurer les villageois quant aux résultats attendus notamment, le développement local et les opportunités d'emploi pour les populations de la région. L'occasion a été donnée à toutes les parties concernées de s'exprimer sur ce projet notamment, les citoyens et les chercheurs de l'université Abderrahmane Mira.

Ce rendez-vous a, aussi, eu lieu en présence de la représentante de la société mixte algéro-australienne (WMZ) ainsi que les directeurs de l'exécutif (directeur de l'industrie et des mines, directeur de l'environnement, directeur de l'hydraulique). Le rendez-vous a vu aussi la présence du président de l'APW, les chefs de daïra d'Amizour et de Tichy, les maires d'Amizour, de Tichy et les membres du comité multidisciplinaire de wilaya au sein duquel siègent des professeurs et chercheurs de diverses disciplines de l'université Abderrahmane Mira (physique, anthropologie et psychologie).

La rencontre a permis d'ouvrir les voies du dialogue avec les riverains et a permise à toutes les parties concernées de s'exprimer sur les études faites pour ne pas attenter à la santé des habitants et à l'environnement, sur le dédommagement des expropriés et les recrutements des diplômés de la région.

«Il s'agit, à travers cette rencontre, de se rapprocher des riverains, de les informer des mesures prises pour la protection de l'environnement et la santé des habitants, de les rassurer et les sensibiliser sur l'impact qu'aura ce projet sur le développement socio-économique de la région conformément aux études d'impact et de faisabilité réalisées pour la mise en service du projet selon les normes requises à l'échelle internationale», a souligné la cellule de communication de la wilaya. S'agissant de l'impact socio-économique qu'aura ce projet sur la région dont les opportunités d'emploi, il a, une nouvelle fois, indiqué que «700 emplois directs et 4000 autres postes d'emplois indirects seront générés», ajoute la même source. L'exploitation de ce gisement revêt un caractère «stratégique» pour le pays, de par son potentiel minier exploitable, estimé à 34 millions de tonnes pour une production annuelle de 170 000 tonnes de concentré de zinc.

Son coût est estimé à quelque 68 millions de tonnes. Il permettra de réduire la facture d'importation, par la satisfaction des besoins nationaux et l'augmentation des recettes en devises, par l'exportation de l'excédent de la production.

N. Bensalem

MAROCGATE

Les représentants du Maroc interdits d'accès au Parlement européen

LE PARLEMENT européen a adopté une résolution interdisant aux représentants marocains d'entrer dans son siège jusqu'à la fin des enquêtes des autorités belges sur l'affaire des pots-de-vin versés par le régime marocain à des membres de l'institution européenne, un scandale connu dans les médias sous le nom de «Marocgate». La résolution a été votée par une majorité de 401 députés européens. Le texte souligne la «détermination du Parlement européen à enquêter pleinement sur les affaires de corruption» visant à influencer l'institution législative européenne.

Dans la résolution, les eurodéputés ont exprimé leur «profonde inquiétude face aux actes de corruption» des autorités marocaines. Ils réaffirment aussi qu'»ils ne feront preuve d'aucune tolérance à l'égard de la corruption sous quelque forme que ce soit et insistent sur le fait que le Parlement doit faire preuve d'une unité sans équivoque et d'une détermination inébranlable à cet égard».

Les eurodéputés ont demandé notamment, jeudi dernier, plus de réformes basées sur les annonces de la Conférence des présidents, et la création rapide d'un organe d'éthique indépendant de l'UE. Cet organisme «devra établir une distinction claire entre les actes criminels, les infractions aux règles institutionnelles et les comportements contraires à l'éthique», explique le texte. Il jouera un rôle clé dans la protection des lanceurs d'alerte au sein des institutions de l'UE tout en travaillant de manière complémentaire avec d'autres organismes de l'UE tels que l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), le Parquet européen, le Médiateur et la Cour des comptes européenne.

Pour rappel, le 19 janvier dernier, le Parlement européen a adopté, pour la première fois en vingt-cinq ans, une résolution appelant le Maroc à respecter la liberté des médias et à libérer tous les prisonniers politiques et les journalistes emprisonnés. Une semaine après l'approbation de ce texte, dans une lettre adressée à la présidente de l'institution européenne, la Maltaise Roberta Metsola, une trentaine d'eurodéputés ont réclamé des sanctions à l'encontre du Maroc.

Ils avaient justifié leur requête par «les ingérences» du Maroc «dans le processus démocratique au Parlement européen, moyennant la corruption». Par ailleurs, le juge d'instruction belge chargé du dossier de corruption présumée au Parlement européen impliquant le Maroc, Michel Claise, a été contraint jeudi dernier de se retirer provisoirement de l'affaire en raison d'une demande de récusation émanant d'un suspect qui l'accuse de «partialité», selon des avocats avocats. La demande est formulée par l'eurodéputé belge Marc Tarabella, inculpé et écroué samedi dernier dans l'enquête pilotée par le juge Claise.

La décision a été annoncée jeudi par son avocat Maxim Töller à l'occasion d'une audience à Bruxelles devant une juridiction chargée de statuer sur la prolongation de la détention provisoire. A l'issue de cette audience à huis clos, les juges ont décidé de prolonger la détention de M. Tarabella, selon le parquet fédéral. Même scénario pour l'eurodéputée grecque Eva Kaili qui est incarcérée depuis plus de deux mois dans ce dossier.

Il convient de rappeler que le scandale du «Maroc Gate» a éclaté après l'arrestation de l'ancien eurodéputé Pier Antonio Panzeri en Belgique, dans le cadre d'une enquête qui a secoué l'institution. Il est accusé d'implication politique avec d'autres représentants européens en faveur de puissances étrangères, dirigées par le Maroc, en échange de sommes d'argent.

Slimane O. B.

UNE MUTATION «ABUSIVE» MET LE FEU AUX POUDRES

Bras de fer entre les directeurs des lycées et la direction de l'éducation de Constantine

LE BRAS de fer autour d'une décision «abusive» est amorcé entre les directeurs des lycées et la direction de l'Education de Constantine. Les premiers s'insurgent contre la mutation d'un des leurs, le directeur du lycée El Houria en l'occurrence, qu'ils qualifient d'abusive et illégale, et, le second campe sur sa décision prise sur la base un rapport d'une commission ministérielle et une proposition de la direction centrale des personnels. Le directeur du lycée El Houria, à quelques mois d'un départ à la retraite, a été mis à l'écart il y a quelques semaines du poste qu'il occupait à la tête du mythique lycée pour des «fautes professionnelles». En fin de semaine dernière il a été prié de rejoindre son nouveau poste au lycée Abane Ramdane dans la commune de Ain Abid située à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Constantine. Une décision qualifiée «d'abusive et d'immorale» par ses confrères. Dans un communiqué signé par le responsable de la représentation de wilaya du Conseil national autonome des directeurs de lycées (CNADL), les chefs des établissements secondaires préviennent qu'ils mettraient à exécution au moins deux décisions si aucune mesure n'est prise par la tutelle pour mettre fin au «diktat» du représentant local du département d'Abdelhakim Balabed. Primo, le boycott administratif de tous les travaux en relation avec la tutelle à compter du dimanche 19 février, secundo, il sera procédé à la remise à la tutelle des cachets et sceaux dans une date à communiquer ultérieurement, lit-on sur la missive, distribuée en marge d'un sit-in observé devant le siège de la direction de l'éducation sis au Coudiat. Selon le coordinateur de wilaya du syndicat, Zouaoui Fayçal, la décision est illégale puisqu'elle a été prise sans qu'elle ne passe, comme le stipule la loi, par la commission paritaire. «Si ce responsable (le directeur d'El Houria) est accusé de fautes professionnelles, c'est à une commission de discipline de trancher sur son cas, ce qui ajoute-il, n'a pas été le cas comme le stipule dans son article 158 l'ordonnance du président 0603, qui accorde, en cas de sanctions de 3ème et 4ème degré, la commission de discipline de trancher». Le responsable de la représentation syndicale précise en outre que la direction centrale des personnels ne peut prendre de décisions définitives mais a seulement la possibilité de proposer la mutation, alors que le directeur de l'éducation est tenu de les soumettre à la commission paritaire, ce qu'il n'a pas fait.

Amine B.